DU BUDGET À L'ACTION:
UN GUIDE PRATIQUE DE SUIVI COMMUNAUTAIRE



Pour le Financement de la Prévention, de la Préparation et de la réponse aux Pandémies (PPPR)

Méthodologie

Ce guide s'appuie sur une étude documentaire menée par l'African Alliance avec la contribution de l'EANNASO. Il s'inspire également des idées et réflexions partagées par les experts suivants :

1. **James Mwangi (chargé de programme, PAWA Initiative, Kenya)**
2. **Jane Mbughi (économiste principale, ministère des Finances, Malawi)**
3. **Kennedy Otundo (directeur exécutif du Uganda Network of AIDS Service Organizations)**
4. **Mwansa Chibamba (économiste et expert en financement du développement, Zambie)**
5. **Donald D Tobaiwa (directeur exécutif, Jointed Hands Welfare Organization, Zimbabwe)**

Avertissements et limites:

L'un des principaux obstacles au suivi du budget et des dépenses réside tout simplement dans l'obtention des données. Plusieurs de nos informateurs clés ont souligné que les informations relatives au budget et aux dépenses ne sont pas toujours accessibles au public ou faciles à obtenir et que, même lorsqu'elles le sont, elles peuvent être incomplètes, obsolètes ou éparpillées dans de multiples sources difficiles à trouver. Les documents budgétaires peuvent également être très complexes à analyser.

L'objectif de cette boîte à outils n'est pas de produire un rapport d'audit définitif et final. Son objectif principal est de donner à votre organisation un point de départ pour mener à bien son plaidoyer budgétaire. L'analyse suggérée vise à aboutir à des affirmations soutenues par des preuves qui peuvent alimenter une campagne de plaidoyer. Il n'est pas nécessaire que chaque chiffre soit parfait pour faire une déclaration percutante. Ce dont vous avez besoin, ce sont des tendances et des modèles qui racontent une histoire. L'analyse vous permettra de faire des déclarations de haut niveau, telles que « notre analyse suggère que le budget actuel de la PPPR est insuffisant et qu'un montant supplémentaire de X est nécessaire pour soutenir pleinement la préparation et la résilience face à la pandémie dans notre pays"

Mise en œuvre du suivi communautaire du budget (CLM) et des dépenses PPPR dans des contextes où les ressources sont limitées

La mise en œuvre d'un programme complet de suivi communautaire du budget et des dépenses PPPR nécessiterait des capacités et des ressources importantes. Étant donné que très peu d'organisations de la société civile sont susceptibles de disposer de fonds dédiés à ce type de travail, nous proposons que, dans la mesure du possible, la boîte à outils soit utilisée en complément des efforts de plaidoyer existants. En outre, les éléments de la boîte à outils qui nécessitent un minimum de ressources peuvent être utilisés indépendamment des autres, par exemple pour effectuer une analyse rapide et de haut niveau avant un discours sur le budget, qui servira de base à un plaidoyer de haut niveau. L'analyse n'est peut-être pas exhaustive à 100 %, mais elle constitue un point de départ pour le dialogue. Pour les organisations disposant d'un certain financement ou de bénévoles dévoués, des visites de terrain de base visant à vérifier les affirmations pourraient permettre d'obtenir une analyse plus solide. Ce modèle à plusieurs niveaux permet à toute organisation de commencer à suivre les budgets consacrés à la pandémie, quelle que soit sa situation financière actuelle, et d'intensifier ses efforts au fil du temps..

This resource was developed with support from the Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria under the Centrally Managed Limited Investment (CMLI) on Communities in Pandemic Preparedness and Response (COPPER) through Community-led Monitoring (CLM).

September, 2025

CONTENTS



Contexte 1

Introduction: Renforcer les capacités des communautés à assurer le suivi des fonds PPPR pour un monde plus sûr 2

Le déficit de responsabilité 2

La solution du suivi communautaire (CLM) 2

Les quatre parties interdépendantes de cet outil sont les suivantes 3

Part 0: Poser les bases 4

La première étape : la sensibilisation de la communauté 4

Part I: Comprendre les budgets PPPR 8

Chapter 1.1: Le cycle budgétaire 10

Chapter 1.2: Accéder aux informations budgétaires 13

Chapter 1.3: Trouver les fonds et les budgets PPPR 14

Chapter 1.4: Comment analyser le budget 16

Part II: Le suivi du budget PPPR 18

Chapter 2.1: Présentation du modèle de suivi budgétaire 18

Chapter 2.2: Guide étape par étape pour remplir le suivi 19

Chapter 2.3: Des données au tableau de bord 20

Part III: Le suivi des dépenses PPPR 22

Chapter 3.2: Méthodes communautaires de suivi des dépenses 23

Part IV: Plaidoyer budgétaire efficace 26

Chapter 4.1: Élaborer votre stratégie de plaidoyer 27

Chapter 4.2: La boîte à outils pour des actions de plaidoyer 28

Chapter 4.3: Boucler la boucle : demander des retours et des actions 29

Conclusion: Des preuves à l'impact 31

Annexe 1: Rapport budgétaire PPPR 32

Annexe 2: Outil de suivi du budget PPPR 37

Annexe 3: Exemple de document de suivi des dépenses PPPR 38

Annexe 4: Exemple à titre indicatif uniquement -
D'une note d'orientation présentant une analyse du budget PPPR 39

Annexe 5: Exemple à titre indicatif uniquement -

D'un communiqué de presse 41

Annexe 6: Kit pour les réseaux sociaux 42

Annexe 7: Modèle de lettre à l'intention des parlementaires 43

Annexe 8: Useful Resources 44

Annexe 9: Termes et concepts clés 45

CONTEXTE



La budgétisation de la pandémie est moins un grand registre de chiffres qu'une feuille de route de notre volonté collective de nous préparer, de prévenir et de réagir à la prochaine épidémie. Il repose sur un paradoxe : les communautés qui tentent de suivre chaque dollar dépensé pour les EPI, la modernisation des laboratoires ou les exercices de formation se retrouvent souvent perdues dans des feuilles de calcul, déconnectées des stratégies qui sont précisément censées renforcer ces postes budgétaires. Pour utiliser les données budgétaires comme un outil de responsabilisation plutôt que comme une relique comptable, les observateurs communautaires doivent d'abord comprendre l'architecture de la préparation, de la prévention et de la réponse à la pandémie (PPPR).

Le suivi des dépenses sous forme d'exercices de simulation ou d'études de cas sans connaissance de la fréquence et de l'ampleur des pandémies réduit la surveillance financière à un simple exercice consistant à cocher des cases. Une communauté avertie en matière de PPPR sait que les exercices doivent être intensifiés à intervalles réguliers et qu'ils doivent tester divers scénarios, allant de la propagation zoonotique à la propagation urbaine ou rurale. Chaque répétition nécessite des ressources adaptées aux capacités du système de santé local. Suivre les budgets sans comprendre ces dynamiques risque de créer la confusion entre des ateliers épisodiques avec une préparation solide.

Nous ne devons jamais sous-estimer la capacité des communautés à apprendre et à s'adapter. Lorsqu'ils bénéficient d'une orientation adéquate, les représentants communautaires ont maintes fois démontré une volonté d'acquérir une expertise, qui se traduit par un impact concret. La combinaison de la surveillance budgétaire et des connaissances en matière de PPPR permet aux citoyens de devenir de véritables garants de la sécurité sanitaire.

Le suivi des budgets devient plus qu'un simple enregistrement ; il devient une preuve permettant d'exiger une planification régulière, basée sur des scénarios. Le suivi des dépenses consacrées à la modernisation des laboratoires peut aider les communautés à revendiquer et à plaider en faveur d'une diversification des capacités de dépistage dans toutes les régions, et pas seulement dans les capitales. Et le fait de surveiller les commandes d'EPI avec un œil averti sur les données épidémiologiques permet aux communautés de signaler lorsque les gouvernements accumulent des stocks par panique ou, pire encore, laissent les stocks diminuer dangereusement.

Cette boîte à outils ne sert pas simplement à compter les dollars, mais à évaluer si ces dollars sont dépensés de la meilleure façon possible et permettent de sauver des vies. En fin de compte, la transparence n'est pas une fin en soi. C'est un moyen de rendre le financement de la santé publique réactif, efficace et fondé sur des preuves. Alors que les communautés du monde entier se préparent à la prochaine épidémie, il sera indispensable de les doter à la fois d'outils de contrôle financier et de connaissances en matière de PPPR.

INTRODUCTION:

RENFORCER LES CAPACITÉS DES COMMUNAUTÉS À ASSURER LE SUIVI DES FONDS PPPR POUR UN MONDE PLUS SÛR



La communauté internationale a appris une leçon difficile : les pandémies constituent une menace existentielle pour la santé, les économies et la stabilité sociale. En réponse, les gouvernements ont été appelés à mobiliser des financements nationaux durables pour la prévention, la préparation et la réponse aux pandémies (PPPR). Le budget d'un gouvernement est son outil le plus puissant pour transformer ses engagements politiques en actions concrètes. C'est le principal instrument permettant de répondre aux besoins de sa population, en particulier des plus vulnérables. Par conséquent, comprendre combien de fonds sont alloués à la PPPR, où ils sont dépensés et s'ils sont utilisés efficacement n'est pas seulement un exercice technique, c'est un élément fondamental pour garantir la sécurité sanitaire mondiale.

Le déficit de responsabilité

Malgré le besoin évident d'un financement solide pour la PPPR, un déficit important en matière de responsabilité persiste. Les systèmes de surveillance de la préparation aux pandémies et des flux financiers qui la soutiennent sont souvent fragmentés, manquent de transparence ou ne sont pas suffisamment indépendants. Cela crée des angles morts dangereux. Des recherches et des entretiens avec des experts sur le terrain ont révélé un défi quasi universel : bien que de nombreux pays aient élaboré des plans d'action nationaux pour la sécurité sanitaire (PANSS) chiffrés, le financement de la PPPR est rarement un poste distinct et visible dans les budgets nationaux. Au contraire, il est intégré dans des programmes de santé généraux, répartis entre plusieurs ministères ou financé par des canaux de donateurs hors budget, ce qui rend extrêmement difficile pour les citoyens et la société civile de suivre les allocations et les dépenses. Ce manque de transparence signifie que nous ne savons souvent pas si les pays sont vraiment prêts à répondre à la prochaine menace.

La solution du suivi communautaire (CLM)

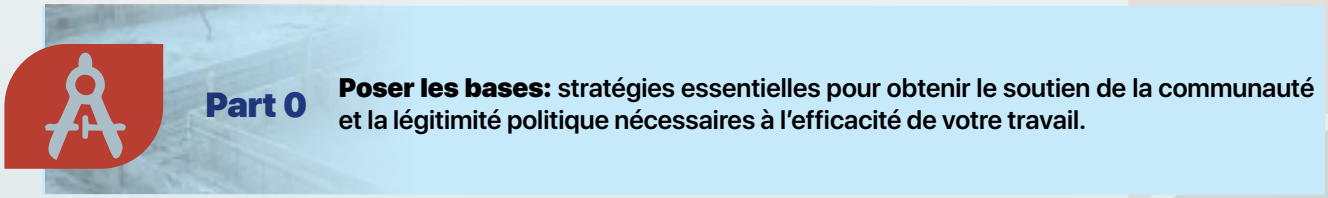
Cette boîte à outils repose sur le principe selon lequel les communautés ne sont pas des bénéficiaires passifs de l'aide, mais des acteurs essentiels dans la mise en place de systèmes de santé résilients. Le suivi communautaire (CLM) est une approche puissante qui peut combler le manque de responsabilité laissé par des systèmes officiels fragmentés. En donnant aux organisations locales les moyens de suivre les flux financiers et la prestation des services sur le terrain, le CLM renforce la surveillance communautaire, améliore l'intégration des données locales et cultive la confiance qui est vitale en cas de crise sanitaire. L'objectif ultime de ce travail est de transférer le pouvoir aux communautés, en veillant à ce que les ressources destinées à la préparation en cas de pandémie parviennent aux cliniques, aux agents de santé et aux familles qui en ont le plus besoin.

Comment utiliser cette boîte à outils

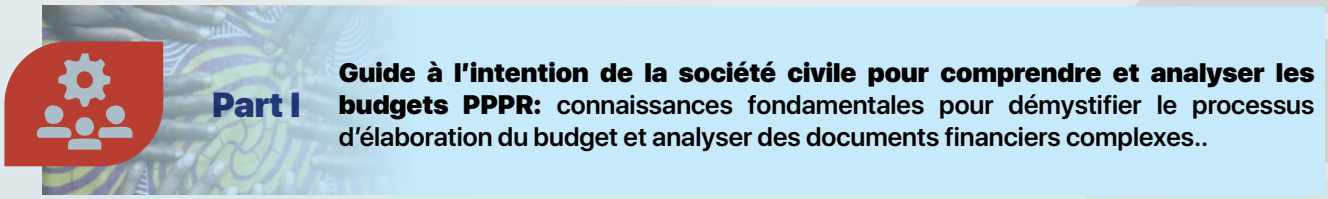
Cette ressource est conçue comme un guide pratique et orienté vers l'action pour votre organisation de la société civile (OSC) ou votre organisation communautaire chargée de la mise en œuvre. Ce n'est pas destiné à servir de rapport d'audit définitif. Son objectif principal est de fournir aux organisations une base pour la mobilisation en faveur des budgets. En d'autres termes, l'analyse vise à vous aider à faire valoir des informations fondées sur des preuves qui peuvent être utilisées pour soutenir vos efforts de plaidoyer. Ne cherchez pas à obtenir des chiffres exacts. Le véritable intérêt réside dans l'identification des tendances et des schémas qui révèlent une histoire forte.

Cette boîte à outils est structurée de manière à être utilisée comme un cycle continu, passant de la compréhension du système à l'utilisation de preuves pour créer le changement. Cependant, les différents éléments de cette boîte à outils peuvent être utilisés indépendamment les uns des autres. Par exemple, vous pourriez effectuer une analyse rapide et approfondie avant un discours sur le budget, en comparant le budget approximatif du PPPR au budget de la défense. Bien que cette analyse ne soit pas exhaustive à 100 %, elle pourrait constituer un point de départ crucial pour le dialogue et le plaidoyer de haut niveau. Les efforts pourraient être intensifiés au fil du temps afin d'inclure d'autres composantes et de réaliser une analyse plus approfondie.

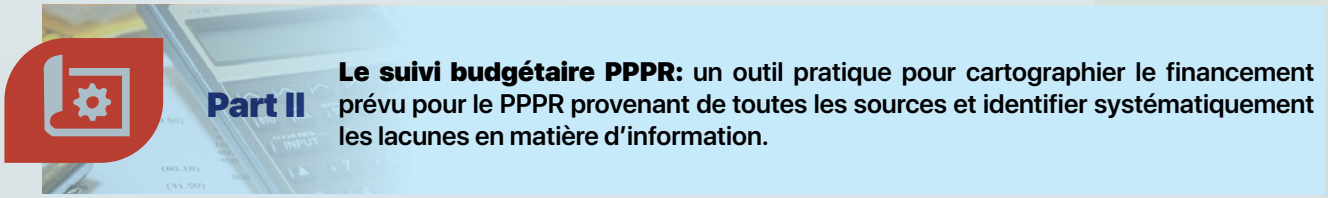
Les quatre parties interdépendantes de cet outil sont les suivantes



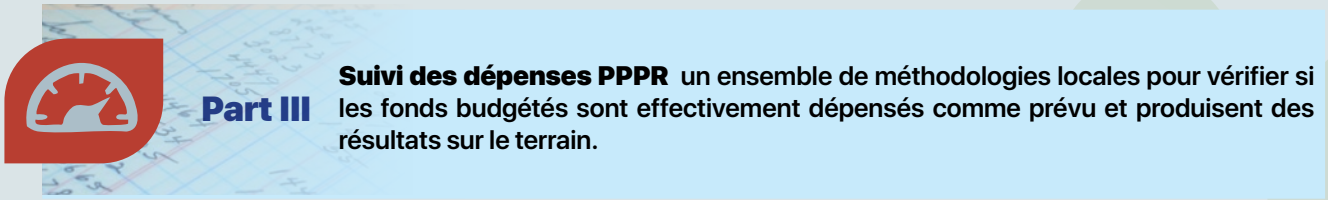
Part 0 **Poser les bases:** stratégies essentielles pour obtenir le soutien de la communauté et la légitimité politique nécessaires à l'efficacité de votre travail.



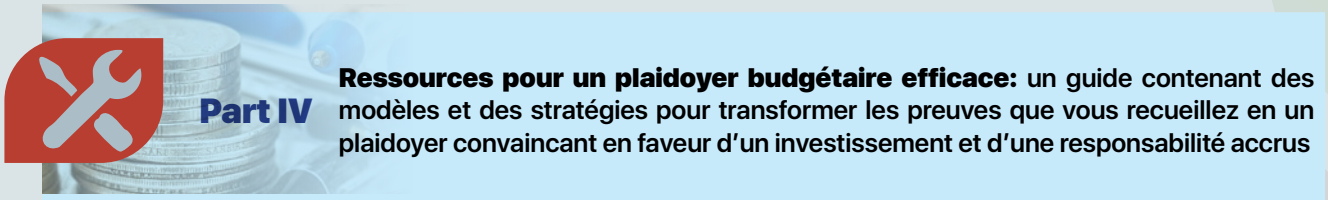
Part I **Guide à l'intention de la société civile pour comprendre et analyser les budgets PPPR:** connaissances fondamentales pour démystifier le processus d'élaboration du budget et analyser des documents financiers complexes..



Part II **Le suivi budgétaire PPPR:** un outil pratique pour cartographier le financement prévu pour le PPPR provenant de toutes les sources et identifier systématiquement les lacunes en matière d'information.



Part III **Suivi des dépenses PPPR** un ensemble de méthodologies locales pour vérifier si les fonds budgétés sont effectivement dépensés comme prévu et produisent des résultats sur le terrain.



Part IV **Ressources pour un plaidoyer budgétaire efficace:** un guide contenant des modèles et des stratégies pour transformer les preuves que vous recueillez en un plaidoyer convaincant en faveur d'un investissement et d'une responsabilité accrus

En combinant la transparence financière, le suivi des ressources en temps réel et le plaidoyer local, cette boîte à outils vise à donner aux communautés les moyens de redéfinir la responsabilité et de construire un monde plus sûr et mieux préparé.

PART 0



POSER LES BASES

RENFORCER LA LÉGITIMITÉ ET MOBILISER EN VUE DE L'ACTION

L'expérience de plusieurs pays révèle une leçon essentielle : les outils et méthodologies de suivi techniquement fiables sont voués à l'échec s'ils ne reposent pas sur des bases sociales et politiques solides. Avant de pouvoir suivre les ressources financières, vous devez d'abord remplir deux conditions préalables fondamentales. Premièrement, la communauté elle-même doit comprendre pourquoi le financement des PPPR est important pour sa vie quotidienne. Deuxièmement, l'initiative de suivi doit établir sa crédibilité et sa légitimité aux yeux des responsables gouvernementaux et des autres parties prenantes. Dans certains contextes, le gouvernement peut rejeter activement les données générées par les OSC si la méthodologie n'est pas jugée crédible ou n'a pas été officiellement approuvée. Dans d'autres, le sujet du suivi budgétaire peut tout simplement ne pas susciter l'intérêt des communautés préoccupées par des problèmes plus immédiats. Par conséquent, cette phase initiale de sensibilisation et de renforcement de la légitimité n'est pas une étape préliminaire, mais une condition fondamentale pour tout travail efficace en matière de CLM.

La première étape : la sensibilisation de la communauté

Le terme « Prévention, Préparation et Réponse à une Pandémie » peut sembler abstrait et lointain pour beaucoup de gens. La première tâche d'une initiative CLM consiste à traduire ce concept technique en termes concrets et compréhensibles qui correspondent aux priorités de la communauté. Une sensibilisation efficace dans le contexte du CLM PPPR consiste à relier les plans, les politiques et les budgets nationaux PPPR à la clinique locale et, en répondant aux questions qui importent aux familles :



Remarque: certains pays ont adopté des plans et/ou des budgets nationaux de préparation à une pandémie. Si votre pays a adopté un plan de préparation à une pandémie ou a reçu des fonds (par exemple, du Fonds de lutte contre les pandémies) pour des activités spécifiques de préparation à une pandémie, il sera important de comprendre si les activités PPPR prévues correspondent aux priorités de la communauté et ont été budgétisées de manière adéquate.

Pour mobiliser la communauté, vous pouvez employer des stratégies simples mais efficaces. Il s'agit notamment d'organiser des réunions communautaires avec des ordres du jour clairs et accessibles, axés sur les services de santé locaux plutôt que sur le jargon budgétaire complexe. La participation de leaders locaux de confiance, tels que des personnalités religieuses ou des anciens de la communauté, peut conférer un poids et une crédibilité importants à l'initiative. De simples campagnes de sensibilisation peuvent également constituer un moyen peu coûteux et très efficace de susciter des discussions et de l'intérêt. L'objectif est de faire comprendre à tous que « suivre l'argent » est directement lié à une meilleure santé et à un meilleur bien-être pour l'ensemble de la communauté.



POUR MOBILISER LA COMMUNAUTÉ, VOUS POUVEZ EMPLOYER DES STRATÉGIES SIMPLES MAIS EFFICACES.

Renforcer la légitimité de votre travail

Un outil CLM sera inutile si ses conclusions sont discréditées par les responsables dont il cherche à influencer les décisions. Dans les environnements politiques où les données de la société civile suscitent une hostilité ou un scepticisme importants, il est indispensable d'obtenir l'adhésion du gouvernement dès le départ. L'obstacle le plus important peut être la tendance du gouvernement à rejeter les rapports des OSC et des communautés au motif que la méthodologie manque de qualité, d'authenticité ou d'approbation officielle. Dans ce contexte, la stratégie la plus efficace consiste à impliquer de manière proactive le département de l'information sur la gestion de la santé du ministère de la Santé ou d'autres organismes gouvernementaux concernés avant de commencer toute collecte de données. Le processus comprend:

1. Elaboration conceptuelle : recueillir les avis des responsables gouvernementaux et d'autres parties prenantes du secteur public afin d'éclairer la conception des outils et de la méthodologie.
2. Élaboration d'un projet d'outils et de méthodologie de suivi.
3. Présentation officielle de ces projets aux responsables gouvernementaux concernés afin d'obtenir leur avis technique et leurs commentaires.
4. Intégration de leurs suggestions lorsque cela est possible et collaboration pour aboutir à une méthodologie finale.
5. La demande d'une lettre d'approbation officielle ou d'un protocole d'accord validant l'outil et le processus..

Bien que ce processus puisse nécessiter des compromis, il s'agit d'un investissement pragmatique. En associant le gouvernement à la conception de la méthodologie, il devient politiquement difficile pour lui de discréditer les résultats par la suite.

Cette « récupération » peut être l'étape la plus cruciale pour garantir que les données soient acceptées et mises en œuvre.

Alignement et intégration

Dans les contextes où le défi réside moins dans l'hostilité politique que dans la complexité technique et les lacunes systémiques, la voie vers la légitimité passe par l'alignement. Les responsables gouvernementaux sont plus enclins à prendre en considération les données qui sont pertinentes pour leurs propres processus et qui parlent leur langage. Cela implique:

1. **Comprendre les processus et le calendrier budgétaires du gouvernement :** les OSC doivent cartographier les cycles budgétaires et de planification nationaux et infranationaux. En alignnant la publication des rapports CLM sur les moments clés du calendrier gouvernemental, par exemple lors de l'élaboration ou de la révision des budgets, les informations deviennent plus opportunes et plus utiles.
2. **S'aligner sur les cadres de reporting :** dans la mesure du possible, les mécanismes CLM doivent être structurés de manière à compléter les cadres de reporting et de budgétisation existants du gouvernement, tels que le document sur les perspectives budgétaires et les systèmes d'information sur la gestion de la santé, bien que ces derniers contiennent généralement des informations sur la santé plutôt que sur le budget.
3. **Utilisation de la terminologie officielle :** le langage est une question politique. L'utilisation d'une terminologie acceptée par le gouvernement (par exemple, «populations prioritaires » au lieu de « populations clés ») peut éviter que le message soit rejeté pour des raisons sémantiques

Cette stratégie positionne votre initiative CLM non pas comme une critique externe, mais comme un partenaire constructif fournissant des informations précieuses en temps réel qui aident le gouvernement à atteindre ses propres objectifs déclarés.

Renforcer l'appropriation nationale

Dans certains pays, la légitimité d'une initiative CLM peut être compromise si elle est perçue comme étant motivée par des donateurs étrangers plutôt que par des priorités locales. Afin de renforcer l'appropriation nationale authentique, les OSC doivent :

- **Construire de larges coalitions** : une seule OSC peut être facilement rejetée, mais une large coalition d'OSC locales, d'organisations confessionnelles et de groupes communautaires représente une voix nationale plus forte, plus unifiée et indéniable. Si vous souhaitez en savoir plus sur la manière de construire une coalition, vous trouverez des ressources utiles en ligne sur activisthandbook.org. Vous pouvez également contacter des organisations et des OSC qui travaillent sur la préparation aux pandémies, par exemple les OSC répertoriées dans les propositions nationales soumises au Fonds de lutte contre les pandémies et/ou les OSC travaillant dans le domaine de la préparation aux pandémies.
- **Cadrez la question au niveau national** : reliez les conclusions du CLM aux plans de développement nationaux, aux droits constitutionnels et aux engagements du gouvernement. Cela permet de présenter le plaidoyer non pas comme une exigence des bailleurs de fonds, mais comme un appel au gouvernement à tenir ses propres promesses envers ses citoyens.



PART I



COMPRENDRE LES BUDGETS PPPR

Le processus d'élaboration du budget public est souvent perçu comme un domaine technique et opaque, accessible uniquement aux économistes et aux initiés du gouvernement. Cette perception constitue un obstacle majeur à la responsabilité. Pour permettre aux communautés de « suivre l'argent », il est d'abord nécessaire de démystifier le budget lui-même. Cette section sert de guide de base, fournissant les concepts essentiels, la terminologie et les cadres analytiques dont les OSC ont besoin pour naviguer dans le monde des finances publiques. Elle aborde directement les principaux défis identifiés sur le terrain : la nécessité de renforcer les capacités des OSC en matière de politique et d'analyse budgétaires, et la difficulté de trouver les fonds PPPR cachés dans des documents budgétaires complexes et opaques.

Chapter 1.1: Le budget national

À la base, le budget d'un gouvernement est un document politique. Il traduit les politiques, les engagements politiques et les objectifs d'un gouvernement en décisions sur la manière de collecter des fonds (recettes) et de les dépenser (dépenses). Il s'agit de l'expression la plus puissante des véritables priorités d'un gouvernement..



IMAGE: Rwandan Finance Minister Yusuf Murangwa presents the 2025-26 national budget before parliament. The government allocated over 8% of the budget to environmental protection and climate change.

Credit: The New Times, Rwanda

Explication des termes clés



Pour comprendre les documents budgétaires, il est nécessaire d'avoir une connaissance de base des termes clés. Voici quelques-uns des termes les plus courants, expliqués en langage simple:

1. **Allocation ou appropriation :** montant autorisé par le pouvoir législatif pour un objectif ou un programme spécifique. Il s'agit des dépenses prévues.

2. **Dépenses :** Montant d'argent effectivement dépensé. Une partie essentielle du suivi budgétaire consiste à comparer les allocations aux dépenses.

3. **Recettes :** Revenus perçus par un gouvernement, principalement sous forme d'impôts, mais aussi de redevances, de subventions et d'autres sources.

4. **Exercice financier :** période comptable de 12 mois du gouvernement. Celle-ci ne correspond pas nécessairement à l'année civile.

5. **Déficit ou excédent budgétaire :** il y a déficit lorsque les dépenses d'un gouvernement dépassent ses recettes. Il y a excédent lorsque les recettes dépassent les dépenses.

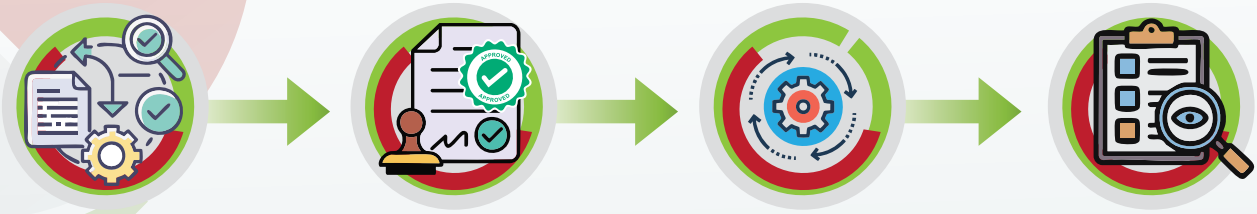
6. **Dépenses discrétionnaires :** dépenses déterminées par les crédits annuels. La plupart des programmes de santé, y compris le PPPR, entrent dans cette catégorie.

7. **Dépenses obligatoires ou liées à des droits :** dépenses requises par la législation en vigueur, telles que les retraites ou les intérêts de la dette. Ces dépenses ne sont pas déterminées par le processus budgétaire annuel.

Une liste plus complète des termes et concepts clés figure également à **l'annexe**

Le cycle budgétaire

Le processus budgétaire n'est pas un événement ponctuel, mais un cycle qui s'étend sur toute l'année et comprend généralement quatre étapes. Il est essentiel de comprendre ce cycle, car il révèle différentes opportunités et différents points d'entrée permettant à la société civile de s'engager et d'influencer les décisions.



ÉTAPE 1	ÉTAPE 2	ÉTAPE 3	ÉTAPE 4
Formulation	**Adoption ou approbation du budget**	**Exécution**	**Contrôle et audits**

ÉTAPE 1 — FORMULATION

C'est là que le budget voit le jour. Le pouvoir exécutif (dirigé par le ministère des Finances) élabore le projet de budget. Cette étape consiste à traduire les grands objectifs politiques en objectifs financiers et à négocier les allocations entre les différents ministères et départements. Cette étape se déroule souvent à l'abri des regards du public, mais c'est parfois là que les décisions les plus importantes sont prises.

- **Les points d'entrée pour l'engagement des OSC** à cette étape du cycle budgétaire peuvent inclure l'analyse des déclarations pré budgétaires et la fourniture d'informations sur les besoins de la communauté avant la finalisation du budget. Vous pouvez également organiser des forums communautaires afin de recueillir des informations sur les priorités en matière de PPPR et préparer une proposition budgétaire dirigée par la communauté. Vous pourriez également suivre toutes les déclarations faites par les dirigeants politiques en rapport avec la PPPR et demander à ces dirigeants de rendre compte de leurs promesses.

ÉTAPE 2 — ADOPTION OU APPROBATION DU BUDGET

L'exécutif soumet son projet de budget à l'assemblée législative (Parlement ou Congrès) pour débat, amendement et approbation. Cette étape est généralement très publique, avec des audiences parlementaires et une couverture médiatique.

- **Les points d'entrée pour l'engagement des OSC** à ce stade du cycle budgétaire impliquent généralement que les OSC fournissent une analyse indépendante du projet de budget aux législateurs, aux médias et au public, et en plaidant en faveur de modifications spécifiques et de l'inclusion de postes budgétaires spécifiques. Vous pouvez organiser des audiences communautaires, au cours desquelles les membres de la communauté témoignent directement devant les commissions parlementaires des impacts locaux des allocations budgétaires proposées.

ÉTAPE 3 — EXÉCUTION

Une fois le budget approuvé, soit par le Parlement, soit par le Congrès, selon le système politique, et signé par le président, le gouvernement le met en œuvre. Les ministères et les agences commencent à dépenser les fonds alloués pour fournir des services publics. Il s'agit de l'étape la plus longue du cycle.

- **Les points d'entrée pour l'engagement des OSC** se concentre généralement sur le suivi des dépenses, à cette étape du cycle budgétaire, afin de s'assurer que les fonds soient utilisés aux fins prévues, qu'ils ne soient pas retardés et qu'ils ne soient pas perdus en raison de fuites ou d'inefficacités. C'est là que le suivi des dépenses devient essentiel.

ÉTAPE 4 — CONTRÔLE ET AUDITS

À la fin de l'exercice budgétaire, le gouvernement rend compte de ses dépenses. Ses comptes sont vérifiés afin de s'assurer que les fonds ont été gérés correctement. Le pouvoir législatif examine ensuite ces rapports d'audit.

- **Les points d'entrées pour l'engagement des OSC** à ce stade du cycle budgétaire, peuvent notamment utiliser ces rapports d'audit officiels pour demander des comptes au gouvernement sur ses performances passées. Vous pourriez également utiliser ces rapports d'audit pour éclairer votre plaidoyer en vue du prochain cycle budgétaire. Vous pourriez également mener votre propre mini-audit ou audit parallèle, en collaboration avec des journalistes ou des économistes. Il s'agirait d'une version réduite d'un audit officiel qui pourrait se concentrer sur une seule ligne budgétaire ou même sur un seul élément tangible, comme le nombre de doses de vaccin reçues par rapport au nombre enregistré dans les rapports officiels..

EXEMPLE DE RÉUSSITE:
TIPS FOR TREVOR

La campagne « Conseils pour Trevor » était une initiative pionnière en matière de participation publique en Afrique du Sud, qui invitait les citoyens à soumettre leurs suggestions budgétaires directement au ministre des Finances avant le discours annuel sur le budget. La campagne « Conseils pour Trevor » a été lancée pour la première fois en 2002, lorsque le ministre des Finances Trevor Manuel a invité les citoyens à lui soumettre directement leurs suggestions budgétaires lors d'une émission de radio. Poursuivie par ses successeurs, la campagne est devenue un mécanisme crédible, menée par la communauté, permettant de faire émerger les principales priorités budgétaires du public. Elle a suscité un large intérêt grâce à la couverture médiatique et aux reconnaissances officielles. Certaines suggestions ont influencé des décisions politiques concrètes et certains groupes ont reconnu que, bien que l'intervention soit intéressante, elle risquait d'être considérée comme une campagne de relations publiques visant à « susciter l'engagement » et ne pouvait remplacer une plateforme permettant aux communautés de faire valoir leurs droits et d'exiger des comptes. Ce modèle a démontré comment une participation publique structurée peut potentiellement renforcer la transparence, la réactivité et l'inclusivité dans les processus budgétaires nationaux.

Un exemple notable de l'influence de la campagne sur la politique a été l'intégration des suggestions du public sur l'emploi des jeunes et le développement des compétences. Plusieurs contributions ont appelé à des investissements publics ciblés dans des programmes de formation des jeunes et des initiatives de création d'emplois. Suite à cela, les discours budgétaires suivants ont prévu une augmentation des allocations pour des initiatives telles que le programme élargi de travaux publics et le soutien à l'apprentissage par le biais des SETA (autorités sectorielles chargées de l'éducation et de la formation). Ces changements ont montré qu'il y avait un lien direct entre les contributions des citoyens et les décisions budgétaires, renforçant ainsi le rôle de la campagne en tant qu'outil efficace pour une gouvernance participative et une politique réactive..





Health Justice Initiative C. Le ministre de la Santé et le responsable de l'information, Ministère de la Santé

En 2022, l'organisation Health Justice Initiative (HJI) en Afrique du Sud a officiellement demandé au ministère national de la Santé (NDoH) la divulgation d'informations relatives aux contrats liés au Covid-19. Lorsque la demande a été refusée, la HJI a engagé une procédure judiciaire devant la Haute Cour. En août 2023, la Haute Cour a statué en faveur de la HJI, obligeant le NDoH à donner accès à tous les contrats d'achat de vaccins Covid-19, soulignant l'importance de la responsabilité et de la transparence dans les questions de santé publique. La Cour a en outre estimé que le NDoH ne pouvait pas utiliser des clauses de confidentialité pour se soustraire à ses responsabilités envers le public. La décision a souligné que les considérations d'intérêt public doivent prévaloir sur la confidentialité privée dans les questions touchant à la santé publique.

Chapter 1.2: Accéder aux informations budgétaires

Une analyse budgétaire efficace est impossible sans accès à l'information. Si de nombreux gouvernements font preuve d'une transparence croissante, l'accès à des documents budgétaires complets et actualisés peut encore représenter un défi majeur.

a. **Où chercher:** les documents budgétaires clés, tels que la proposition budgétaire de l'exécutif, le budget adopté (la version finale approuvée) et les rapports de dépenses en cours d'année, sont souvent publiés sur le site web du ministère des Finances ou du parlement national. Dans certains pays, des « Budgets Citoyens » peuvent également être disponibles, qui sont conçus pour être plus accessibles au grand public. Bien que les informations actuelles soient cruciales, les informations relatives aux années précédentes peuvent également être très utiles, par exemple pour évaluer si les dépenses augmentent ou diminuent. Dans la mesure du possible, il serait très utile de collecter les informations des trois dernières années..

b. **Lorsque les informations ne sont pas disponibles:**dans certains cas, les documents budgétaires peuvent ne pas avoir été publiés, être obsolètes ou n'être disponibles que dans des formats difficiles à analyser (par exemple, des fichiers PDF numérisés au lieu de fichiers de données). Lorsque vous êtes confronté à ces obstacles, il existe plusieurs options:



1. **Formez une coalition :**

associez-vous à d'autres OSC, journalistes et universitaires pour présenter une demande collective d'informations. Une demande conjointe a plus de poids qu'une demande individuelle.



2. **Déposez des demandes officielles d'informations :**

de nombreux pays ont adopté des lois sur l'accès à l'information ou mis en place des procédures de pétition parlementaire qui donnent aux citoyens le droit de demander des informations au gouvernement. Vous pouvez vous appuyer sur ces lois pour demander officiellement des données budgétaires spécifiques.



3. **Documentez tout :**

conservez une trace écrite de chaque demande d'informations effectuée et de chaque réponse (ou absence de réponse) du gouvernement. Cette documentation peut, en soi, constituer un élément de preuve puissant qui peut être utilisé dans le cadre de campagnes de sensibilisation visant à promouvoir une plus grande transparence.

Chapter 1.3: Trouver les fonds et les budgets PPPR

L'une des difficultés fréquentes dans le suivi des fonds PPPR est que ces fonds ne constituent que rarement une ligne budgétaire unique et visible. Ils sont souvent noyés dans des programmes de santé plus larges ou dispersés entre plusieurs ministères. Cependant, un bon point de départ pour les communautés consiste à utiliser le Plan d'action national pour la sécurité sanitaire (PANSS).

Le PANSS est un processus de planification visant à améliorer les capacités fondamentales d'un pays à prévenir, détecter et répondre aux menaces pour la santé publique. Le PANSS reflète les priorités nationales en matière de sécurité sanitaire et contient souvent des stratégies spécifiques et chiffrées pour le PPPR. Par conséquent, le PANSS peut servir d'excellente feuille de route pour trouver des fonds PPPR.

Points d'entrée pour utiliser le PANSS afin de trouver des fonds et des budgets pour la PPPR

Les PANSS sont généralement accessibles au public sur les sites web des ministères ou via le site web de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) . Vous pouvez utiliser les PANSS pour voir quelles activités spécifiques ont été définies et quel sera leur coût. Par exemple, les PANSS peuvent indiquer que la formation de 100 agents de santé communautaires à la surveillance coûtera X euros. Vous pouvez utiliser le plan chiffré du PANSS pour le comparer à un budget: au lieu de rechercher des fonds PPPR de manière générale, vous pouvez désormais rechercher des allocations spécifiques, par exemple pour la formation des agents de santé communautaires, l'achat d'EPI ou la modernisation des systèmes de laboratoire. L'utilisation du PANSS devrait vous fournir un moyen structuré d'accéder à des plans spécifiques que vous pouvez utiliser pour vous engager de manière stratégique dans les plans et budgets nationaux.

Si votre pays ne dispose pas d'un PANSS, vous devrez rechercher les fonds PPPR. Ceux-ci peuvent se trouver dans le budget de la santé, être intégrés dans des programmes de santé plus larges ou même être intégrés dans les budgets de ministères autres que ceux de la santé. En effet, la PPPR est une question transversale et multisectorielle, et des fonds essentiels peuvent apparaître dans les domaines de l'agriculture (par exemple, la surveillance des zoonoses), de l'éducation (communication des risques), de l'immigration (santé aux frontières), de la justice (pouvoirs juridiques d'urgence), des TIC (systèmes de données) ou du climat et de l'environnement (préparation aux catastrophes).

Pour suivre efficacement le financement de la PPPR, vous devez également aller au-delà du niveau national. Dans de nombreux pays, comme le Kenya avec ses comtés et la Tanzanie avec ses municipalités, les décisions clés et le financement de la santé, de la surveillance et des interventions d'urgence se prennent au niveau infranational. Ce système est connu sous le nom de budgétisation décentralisée, et cela signifie que l'action réelle se déroule souvent au niveau infranational. C'est également là que l'engagement communautaire peut avoir l'impact le plus direct. Vos efforts de plaidoyer doivent donc se concentrer non seulement sur les ministères nationaux, mais aussi sur vos instances gouvernementales locales, telles que les districts, les municipalités ou les comtés.



Voir 4.2 Le guide pratique pour le plaidoyer dans la partie 5 pour quelques idées sur la manière dont les OSC et les membres de la communauté peuvent s'impliquer dans les budgets et les processus budgétaires au niveau local.

Checklist pour la recherche de fonds PPPR

Pour trouver des fonds PPPR, pensez large et examinez l'ensemble du budget gouvernemental. Le PPPR est un effort multisectoriel. Utilisez cette liste de contrôle pour guider votre recherche, mais n'oubliez pas qu'il ne s'agit là que de certains des ministères susceptibles d'avoir des lignes budgétaires liées au PPPR, et que d'autres lignes budgétaires peuvent également se trouver dans les budgets d'autres ministères.

Ministère de la Santé

Recherchez les programmes liés à : la santé publique, l'épidémiologie et la surveillance, les services de laboratoire, le renforcement des systèmes de santé, les services de santé communautaires, les programmes de vaccination et les interventions d'urgence.

Instituts nationaux de santé publique (INSP) et organismes de gestion des catastrophes

Dans certains pays, un institut national de santé publique peut être responsable du budget PPPR et/ou être le dépositaire du PANSS. Vérifiez également si des fonds sont alloués aux organismes nationaux de gestion des catastrophes.

Ministère des Finances

Recherchez les fonds de réserve ou les réserves d'urgence qui pourraient être déployés en cas de crise de santé publique.

Ministère de la Sécurité/ministère de l'Intérieur ou ministère des Affaires intérieures

Les fonds destinés au contrôle des frontières, à l'application des mesures de quarantaine ou au personnel de sécurité participant à une intervention peuvent se trouver ici.

Ministère de la Défense

Les budgets militaires peuvent contenir des allocations destinées au personnel médical, à la logistique ou aux infrastructures qui seraient utilisées en cas d'urgence nationale.

Au niveau infranational

Une fois les fonds alloués au niveau national, ils sont ensuite décentralisés vers les niveaux infranationaux, par exemple vers les districts et les comtés. Il existe également des fonds infranationaux distincts, indépendants du financement national, car les structures infranationales peuvent également générer leurs propres revenus. Pour ces raisons, il est également important d'examiner les budgets infranationaux (budgets provinciaux, régionaux, départementaux ou locaux), car d'importants fonds destinés à la santé sont souvent gérés et dépensés à ce niveau. Considérez les choses ainsi : le budget national est une promesse du gouvernement. C'est au niveau du budget décentralisé, au niveau du comté ou de la municipalité, que cette promesse se concrétise ou disparaît. Votre rôle consiste à surveiller cette dernière étape, en veillant à ce que les fonds alloués à une nouvelle clinique ou à l'achat d'EPI soient effectivement utilisés là où ils sont le plus nécessaires. Recherchez les postes budgétaires au niveau infranational liés à la santé, à la surveillance, aux interventions d'urgence et à la protection sociale.



Chapter 1.4: Comment analyser le budget

Une fois que vous disposez des principaux documents budgétaires et que vous avez identifié les fonds et les budgets PPPR, l'analyse peut commencer. L'objectif est d'utiliser les données pour répondre à des questions essentielles sur le budget PPPR. Un cadre simple mais puissant pour cette analyse se concentre sur quatre dimensions clés, issues des meilleures pratiques en matière de suivi budgétaire.

1. **Adéquation:** Ile budget est-il suffisant?

- Quelles sont les dépenses par habitant (par personne) consacrées au PPPR ?
- Quel est le budget PPPR en pourcentage du budget total du gouvernement ?
- Quel est le budget PPPR en pourcentage du budget total de la santé ?
- Quelle est la tendance en matière d'allocation budgétaire au PPPR au cours des trois dernières années ? Est-elle en augmentation, en diminution ou stable ?

Voir **l'annexe 1** pour des exemples de graphiques et de rapports illustrant ce type d'informations de manière visuelle afin d'améliorer l'impact des actions de plaidoyer..

Adéquat ou Efficace?

Adéquat ou efficace: si un pays alloue des fonds suffisants pour construire un établissement de santé, mais ne prévoit pas la formation continue du personnel, la maintenance des équipements ou l'accès des populations marginalisées, on peut conclure que le budget est adéquat mais pas efficace. Il répond aux besoins élémentaires, mais ne permet pas d'obtenir les meilleurs résultats en matière de santé.



2. **Priorité :** quelle est l'importance du PPPR par rapport aux autres priorités du gouvernement ?

- Quel est le rapport entre les dépenses consacrées à la PPPR et celles consacrées à la santé maternelle et infantile ? (par exemple, « pour chaque rand dépensé pour la PPPR, 10 rands sont dépensés pour la santé maternelle et infantile »).
- Comment le budget PPPR se compare-t-il aux dépenses consacrées à d'autres priorités en matière de santé, telles que la santé maternelle et infantile ?
- Comment le budget PPPR se compare-t-il aux dépenses dans d'autres secteurs, aux infrastructures ou au service de la dette ? Une comparaison frappante peut être un outil de plaidoyer puissant.
- Consultez **l'annexe 1** pour trouver des idées sur la manière d'utiliser ces informations et de les présenter visuellement afin de plaider en faveur de différentes priorités budgétaires.

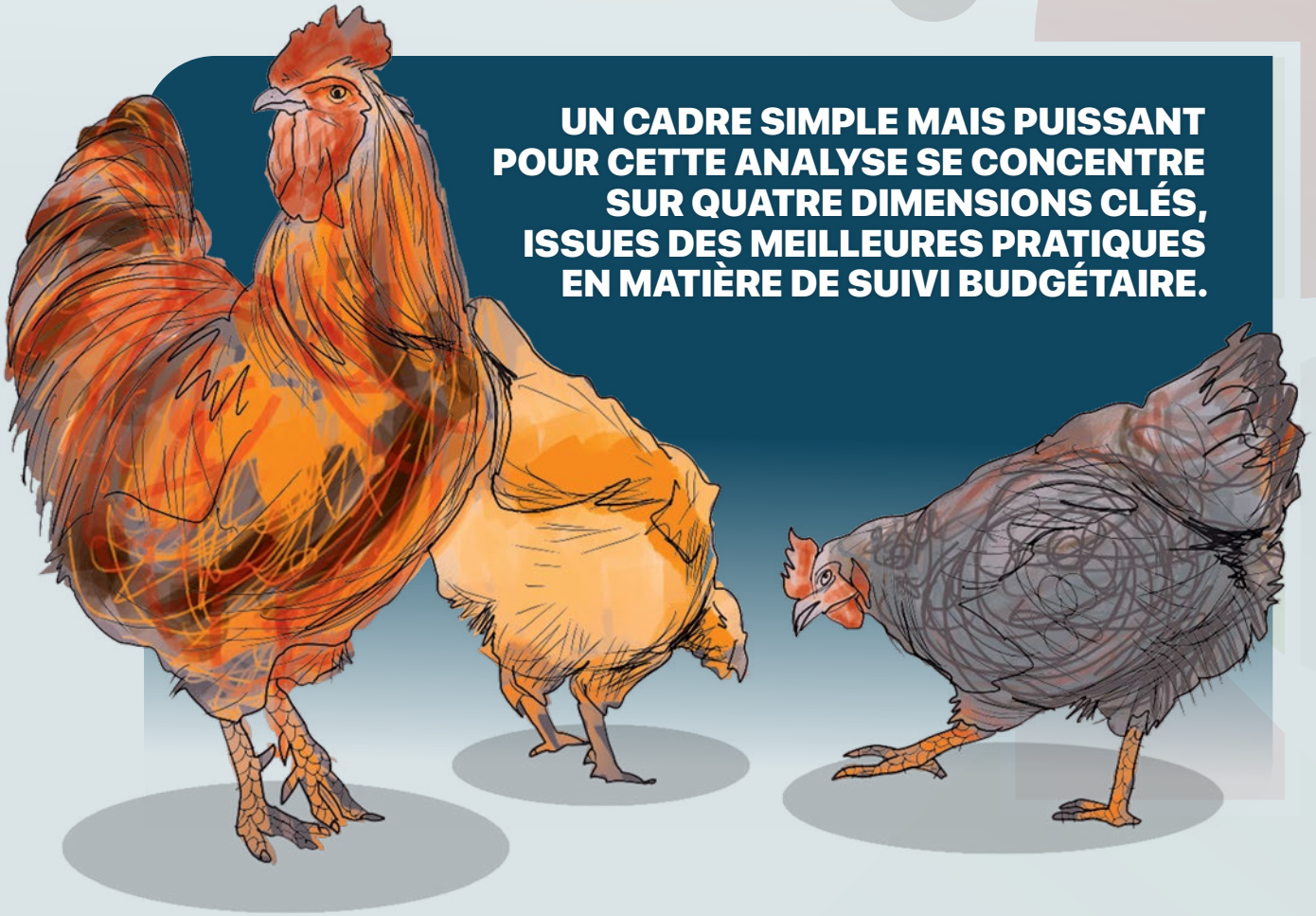
3. **Équité :** le budget est-il équitable ?

- Existe-t-il des lignes budgétaires spécifiques pour les populations difficiles à atteindre ou les zones à haut risque ?
- Le plan budgétaire répond-il aux besoins spécifiques des populations vulnérables telles que les femmes, les enfants, les personnes handicapées ou d'autres groupes vulnérables en situation d'urgence ?
- Quelle est la perception de la communauté quant à l'équité de la répartition des ressources entre les différents districts ou établissements ?

4. **Efficacité :** les ressources sont-elles allouées de manière à obtenir les meilleurs résultats possibles ?

- Quel est le rapport entre les dépenses consacrées à la prévention et à la préparation et celles consacrées aux mesures d'intervention réactives (par exemple, 20 % pour la prévention contre 80 % pour la réponse) ?
- Les fonds réservés à une intervention spécifique à fort impact (par exemple, la formation des agents de santé communautaires) parviennent-ils aux bénéficiaires prévus et en temps voulu ?

En examinant systématiquement ces quatre dimensions, vous pouvez commencer à construire un récit convaincant et fondé sur des éléments concrets concernant les forces et les faiblesses du budget PPPR du gouvernement



PART II



LE SUIVI DU BUDGET PPPR

Une fois que vous avez compris les principes fondamentaux du processus budgétaire, l'étape suivante consiste à collecter et à organiser systématiquement les données financières. Votre pays dispose peut-être déjà d'un budget PPPR et/ou d'une ventilation budgétaire pour des activités spécifiques de préparation à une pandémie. Si tel est le cas, vous pouvez les utiliser comme base pour votre analyse budgétaire et vous n'aurez pas besoin de constituer un outil de suivi budgétaire.

Si votre pays ne dispose pas d'un budget PPPR ou d'une ventilation budgétaire, le suivi budgétaire PPPR joint en **annexe 2** est un outil pratique conçu à cet effet. Cependant, son objectif est double. Compte tenu du défi omniprésent que représentent les données fragmentées et non ventilées, le suivi budgétaire est conçu non seulement pour créer une image consolidée de toutes les ressources prévues pour le PPPR, mais aussi pour en documenter méthodiquement les lacunes. Une cellule vide, un faible score de fiabilité des données ou une note détaillant une hypothèse formulée en raison d'un manque de clarté ne constituent pas un échec de l'outil : il s'agit d'un élément de preuve essentiel. Cela transforme un simple outil comptable en un instrument puissant pour promouvoir la transparence.

Chapter 2.1: Présentation du modèle de suivi budgétaire

Le modèle de suivi budgétaire PPPR joint en **annexe 2** vise à rassembler les informations provenant de différents budgets ministériels en une vue unique et cohérente. Cela permet une analyse complète de l'enveloppe budgétaire totale consacrée au PPPR et aide à identifier les acteurs responsables de chaque partie du budget.

Le principe fondamental du suivi est d'être aussi détaillé et transparent que possible. Chaque donnée saisie doit être accompagnée d'une source, et chaque hypothèse formulée doit être clairement documentée. Cette rigueur est essentielle pour renforcer la crédibilité des données et les défendre contre d'éventuelles critiques.

Chapter 2.2: Guide étape par étape pour remplir le suivi

Remplir le tableau de bord est un processus d'investigation. Les étapes suivantes peuvent vous aider à remplir le modèle.



1. **Rassemblez vos sources:** collectez tous les documents budgétaires disponibles. Cela comprend le projet de budget national, la loi de finances adoptée et les rapports du ministère de la Santé et d'autres départements gouvernementaux concernés.



2. **Commencez par les lignes les plus claires:** commencez par saisir les lignes budgétaires les plus évidentes liées au PPPR dans le budget du ministère de la Santé.



3. **Recherchez les fonds intégrés:** utilisez la checklist pour la recherche des lignes budgétaires de la partie 2 afin de rechercher les fonds liés au PPPR dans d'autres ministères (par exemple, l'agriculture, la sécurité) et dans des programmes de santé plus larges.



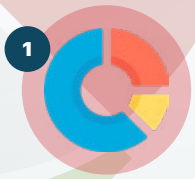
4. **Estimez et documentez :** lorsque vous trouvez une ligne budgétaire générale (par exemple, « Lutte contre les maladies transmissibles »), vous devez estimer la partie pertinente pour le PPPR. Basez cette estimation sur les descriptions du programme, les objectifs de performance ou même les rapports de dépenses antérieurs, s'ils sont disponibles. Par exemple, vous pourriez déterminer que 20 % des activités du programme sont liées au PPPR. Il est essentiel de documenter cette hypothèse dans la colonne « Notes/Hypothèses » du tableau de suivi. Cette transparence est vitale.



5. **Attribuez un niveau de confiance :** toutes les données ne se valent pas. Pour chaque ligne, attribuez un niveau de confiance (par exemple, élevé, moyen, faible). Un niveau de confiance « élevé » s'appliquerait à une ligne budgétaire spécifique et dédiée au PPPR. Un niveau de confiance « faible » pourrait s'appliquer à une estimation approximative d'une partie d'un budget très large et non lié à la santé. Cela aide les utilisateurs à comprendre la fiabilité de la situation globale.

Chapter 2.3: Des données au tableau de bord

Les données brutes dans un tableur ne constituent pas un outil de plaidoyer convaincant. La dernière étape consiste à visualiser les données afin de présenter une image claire et simple. Voici quelques exemples de visualisations efficaces :



Un graphique circulaire montrant les sources de financement du PPPR (par exemple, 60 % du ministère de la Santé, 30 % du ministère des Finances, 10 % des donateurs). Cela peut illustrer de manière frappante la dépendance excessive à l'égard des fonds des donateurs ou les lacunes importantes en matière de transparence.



Un diagramme à barres comparant l'allocation totale du PPPR à un autre secteur, tel que l'armée. Ce visuel peut créer un message public fort sur les priorités du gouvernement.



Un graphique linéaire montrant l'allocation PPPR au cours des dernières années. Cela peut révéler si l'investissement est en hausse, en stagnation ou en baisse.

Voir **l'annexe 1** pour des exemples de visualisations budgétaires. Notez également que ces visualisations peuvent être intégrées dans **la fiche d'évaluation budgétaire ou la fiche de résultats PPPR, dont un modèle est également inclus dans l'annexe 1.**

Il s'agit d'un outil de plaidoyer d'une page, qui est très efficace et qui résume les principales conclusions de l'analyse budgétaire dans un format accessible et visuellement attrayant. L'utilisation d'un système simple de feux tricolores (rouge/orange/vert) permet aux parties prenantes d'avoir immédiatement une idée visuelle des performances par rapport à des indicateurs clés, tels que l'adéquation, la transparence et l'équité.

.

RÉFLEXIONS SUR LES OBJECTIFS DE FINANCEMENT DU PPPR

Il n'existe pas de pourcentage unique et universellement accepté de budget gouvernemental alloué à la préparation, à la prévention et à la réponse aux pandémies (PPPR). Il existe plutôt des lignes directrices sous la forme d'objectifs de dépenses recommandés, de coûts par habitant et de priorités stratégiques. Les principales orientations en matière de financement du PPPR ne reposent pas sur un pourcentage du budget national, mais recommandent plutôt un montant basé sur la production économique ou la population d'un pays.

1 % du PIB pour les dépenses nationales de santé

Le Groupe indépendant de haut niveau (HLIP) recommande aux gouvernements d'augmenter les dépenses de santé de 1 % supplémentaire de leur PIB, y compris les fonds destinés à la préparation aux pandémies. L'objectif est de renforcer les systèmes de santé, qui sont essentiels à l'efficacité de la PPPR. .[1]

1 Les coûts liés à l'amélioration de la préparation aux urgences sanitaires : examen systématique et analyse d'études multinationales. Clarke, Lorcan et al. eClinicalMedicine, volume 44, 101269

COMPRENDRE LE PIB

Le produit intérieur brut (PIB) est comme une calculatrice géante qui additionne la valeur de tous les biens et services produits dans un pays au cours d'une année. Considérez-le comme la somme de tout ce qu'un pays produit : nourriture, voitures, bâtiments, et même le travail des gens, comme les médecins qui soignent les patients ou les enseignants qui enseignent aux enfants.

Il existe trois façons principales d'envisager le PIB :

1. **Production:** il s'agit de la valeur totale de tout ce qui est produit dans le pays. Imaginons que tout le monde travaille dans différentes usines ou entreprises, et cela contribue au PIB.
2. **Revenu :** il s'agit de tout l'argent que les gens gagnent. Cela comprend les salaires, les loyers et les bénéfices réalisés par les entreprises. Si l'on additionne tout l'argent que les habitants du pays gagnent, cela fait partie du PIB.
3. **Dépenses :** il s'agit de l'argent que chacun dépense. Lorsque les gens achètent des vêtements, des voitures, de la nourriture, ou lorsque le gouvernement dépense de l'argent pour les routes et les écoles, tout cela est pris en compte dans le PIB

Lorsque le PIB d'un pays augmente, cela signifie généralement que le pays se porte bien : les gens achètent et vendent plus de choses, les entreprises se développent et les gens gagnent plus. Si le PIB diminue, cela peut signifier que les choses ne vont pas aussi bien, par exemple que moins de gens achètent des produits ou que les entreprises ralentissent.

En bref, le PIB est comme le « score » d'un pays qui reflète ce qu'il produit, gagne et dépense au cours d'une année !

Si vous souhaitez comparer le PIB de votre pays à celui d'autres pays, la Banque mondiale publie des rapports sur le PIB depuis 1960 que vous pouvez consulter ici: **https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.CD.**

Dépenses par habitant

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) et la Banque mondiale estiment que le coût annuel des capacités globales en matière de PPPR varie entre 3 et 5 dollars par personne. Un ensemble minimal de capacités peut être atteint avec au moins 1 dollar par personne par an.[2]

Déficit de financement mondial

Les investissements actuels sont insuffisants pour répondre aux besoins. **L'OMS et la Banque mondiale** estiment qu'environ 31,1 milliards de dollars par an sont nécessaires, avec un déficit d'environ 10,5 milliards de dollars par an qui pourrait être comblé par un financement international. [3]

Analyse et allocation budgétaires

Après analyse des budgets, la plupart des recommandations suggèrent de concentrer les ressources sur des domaines clés afin de maximiser l'efficacité de la PPPR. Le Fonds de lutte contre les pandémies, par exemple, souligne l'importance des investissements dans:

- Alerte précoce et surveillance des maladies - renforcer les systèmes de santé afin de détecter rapidement les épidémies.
- Systèmes de laboratoire - garantir la capacité de test et de séquençage.
- Ressources humaines : mise en place d'un personnel de santé publique solide.
- Renforcement des institutions - soutien du partage d'informations, de la coordination et de la réponse rapide.
- Communication des risques et engagement communautaire (il s'agit d'une priorité absolue).

À RETENIR

Bien qu'il n'y ait pas de pourcentage spécifique recommandé par rapport au budget total des gouvernements, les responsables mondiaux de la santé et des finances s'accordent à dire que les pays devraient augmenter considérablement leurs investissements nationaux dans le domaine de la santé, en particulier dans les domaines critiques de la PPPR, afin d'éviter des coûts humains et économiques beaucoup plus élevés. L'accent devrait être mis sur la mise en place de systèmes de santé résilients et le financement de quelques domaines ciblés à fort impact plutôt que sur l'atteinte d'un pourcentage budgétaire spécifique.



2 Analyse de l'architecture, des besoins de financement, des lacunes et des mécanismes de préparation et de réponse aux pandémies (PPR). Document préparé pour le groupe de travail conjoint du G20 sur les finances et la santé par l'Organisation mondiale de la santé et la Banque mondiale. 22 mars 2022. https://thedocs.worldbank.org/en/doc/5760109c4db174ff90a8dfa7d025644a-0290032022/original/G20-Gaps-in-PPR-Financing-Mechanisms-WHO-and-WB-pdf.pdf..

3 Analyse de l'architecture, des besoins de financement, des lacunes et des mécanismes de préparation et de réponse aux pandémies (PPR). Préparé pour le groupe de travail conjoint du G20 sur les finances et la santé. Document préparé par l'Organisation mondiale de la santé et la Banque mondiale. 22 mars 2022. https://thedocs.worldbank.org/en/doc/5760109c4db174ff90a8dfa7d025644a-0290032022/original/G20-Gaps-in-PPR-Financing-Mechanisms-WHO-and-WB-pdf.pdf

PART III



LE SUIVI DES DÉPENSES PPPR

Si le budget est une promesse, les dépenses en sont la preuve. L'écart critique entre les montants alloués et les montants réellement dépensés correspond aux fonds qui peuvent être retardés, détournés ou encore non comptabilisés. Si les gouvernements centraux peuvent suivre les flux financiers à un niveau élevé, le suivi communautaire est particulièrement bien placé pour combler le décalage qui subsiste.

L'objectif général du CLM est de vérifier si les ressources promises dans la capitale ont effectivement été (i) allouées, (ii) décaissées et (iii) dépensées et se sont effectivement matérialisées sous forme de biens et de services dans les cliniques, les écoles ou les communautés locales. Bien sûr, il est difficile de suivre les dépenses réelles en temps réel, mais les communautés peuvent utiliser des indicateurs pour évaluer si les ressources sont utilisées comme elles le devraient. Cette section présente des méthodologies simples et locales permettant aux OSC de suivre les dépenses, en comparant la réalité sur le terrain avec les promesses du budget.



Ayanda Ndamane/Independent Media.

Residents of Cape Town South Africa, march to Parliament in protest against budget cuts ahead of the 2025 budget speech

Chapter 3.1: Pourquoi suivre les dépenses? De la promesse à la réalité

Le suivi des dépenses consiste à répondre à une série de questions simples :

1. **Les fonds sont-ils dépensés dans les délais ?**

- L'approvisionnement en articles essentiels (par exemple, EPI, vaccins) est-il régulier et ponctuel ?
- Au niveau d'un établissement, vous pouvez demander : « Quand la dernière livraison de [produit] a-t-elle eu lieu ? » ou « Y a-t-il eu des périodes au cours des trois derniers mois où l'établissement a été en rupture de stock de ce produit

2. **Les fonds parviennent-ils jusqu'aux acteurs de première ligne ?**

- Y a-t-il un écart entre les ressources prévues et la réalité sur le terrain ?
- Comparez l'allocation budgétaire officielle d'une clinique locale avec une vérification physique de l'établissement. Par exemple, si le budget prévoyait des fonds pour de nouveaux lavabos, vérifiez s'ils sont bien présents et fonctionnels.

3. **Les fonds sont-ils utilisés aux fins prévues ?**

- Les biens et services achetés sont-ils utilisés aux fins prévues ?
- Vous pouvez envisager de recourir à un audit social pour vérifier les registres officiels. Par exemple, si un poste budgétaire était consacré à «l'achat de vaccins», demandez aux agents de santé communautaires s'ils ont reçu les vaccins et s'ils sont administrés. Vous pouvez également vérifier que les articles correspondent à leur destination. Par exemple, l'argent alloué aux vaccins est-il dépensé pour des vaccins et non à d'autres fins ?

En collectant des données qui répondent à ces questions, vous pouvez aller au-delà de l'analyse du budget et évaluer si celui-ci est utilisé conformément à son objectif initial.

Chapter 3.2: Méthodes communautaires de suivi des dépenses

Les questions formulées ci-dessus peuvent trouver leurs réponses grâce à diverses méthodes pratiques, basées sur la communauté. Cette section présente certaines des méthodes les plus efficaces permettant aux OSC de suivre les dépenses et l'utilisation des ressources sur le terrain, afin de s'assurer que les ressources promises dans la capitale se concrétisent effectivement sous forme de biens et de services dans les cliniques, les écoles ou les communautés locales.

Méthode 1 : l'audit social

Un audit social est un processus collectif dans le cadre duquel les membres de la communauté se réunissent pour examiner et vérifier les informations officielles relatives aux dépenses publiques et aux projets. Dans le contexte du PPPR, un audit social peut impliquer :

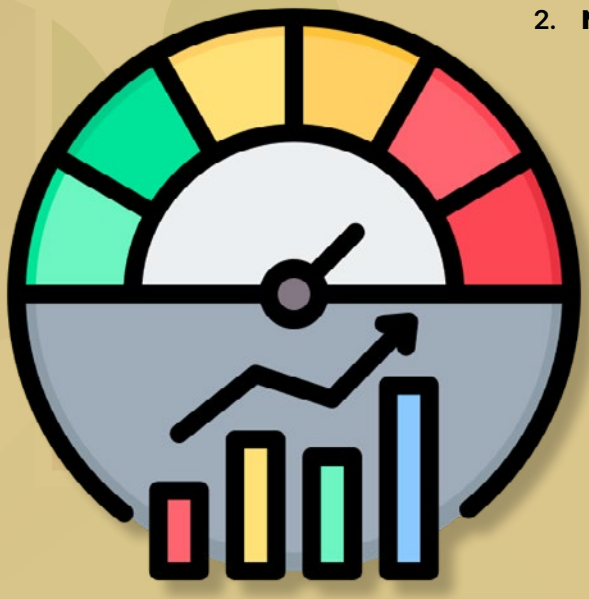
1. **L'obtention d'informations** l'OSC obtient des documents officiels sur les ressources allouées à des provinces ou districts spécifiques ou à un établissement de santé local spécifique (par exemple, une liste de fournitures médicales qui devaient être livrées ou le budget d'une campagne de sensibilisation communautaire).
2. **Examen communautaire :** l'OSC organise une réunion publique au cours de laquelle ces informations officielles sont communiquées à la communauté dans un format simple et accessible.
3. **Vérification et témoignage :** les membres de la communauté, les agents de santé et les dirigeants locaux témoignent, en comparant les registres officiels avec leur expérience réelle. Par exemple, une infirmière pourrait témoigner que seule la moitié des équipements de protection individuelle promis sont arrivés.
4. **Documentation des conclusions :** les résultats de l'audit, c'est-à-dire les divergences entre les registres officiels et les témoignages de la communauté, sont documentés et utilisés comme preuves pour le plaidoyer. Les conclusions peuvent également être utilisées pour évaluer l'équité dans la répartition des ressources entre les provinces, les districts et/ou les établissements.



Méthode 2 : la fiche d'évaluation communautaire

La fiche d'évaluation communautaire est un outil puissant et fortement recommandé pour recueillir les commentaires des citoyens sur la qualité et la disponibilité des services publics. Elle est particulièrement efficace car elle génère des données quantitatives à partir d'expériences qualitatives. Le processus comprend :

1. **Élaboration d'indicateurs:** la communauté décide collectivement d'un petit nombre d'indicateurs clés pour mesurer la prestation des services. Dans le contexte du PPPR, il peut s'agir, par exemple, de la disponibilité des tests COVID-19, du nombre de stations de lavage des mains fonctionnelles dans un établissement de santé et/ou de la proportion d'agents de santé communautaires connaissant les mesures préventives. Pour obtenir un guide sur l'élaboration d'indicateurs PPPR, consultez [lien vers l'outil développé par CLAW].
2. **Notation :** les membres de la communauté notent individuellement les performances de la clinique ou du poste de santé local par rapport à ces indicateurs, souvent à l'aide d'une échelle simple (par exemple, de 1 à 5).
3. **Consolidation des notes :** les notes sont collectées et agrégées afin de générer une note de performance globale pour chaque indicateur.
4. **Réunion d'interface :** une OSC facilite une réunion entre la communauté et la clinique ou les responsables sanitaires du district afin de présenter les informations, et un dialogue constructif est organisé pour identifier les problèmes et élaborer des solutions de manière collaborative.



Méthode 3 : Enquêtes simplifiées sur le suivi des dépenses publiques (PETS)

Une enquête de suivi des dépenses publiques (PETS) est une méthodologie utilisée pour suivre le flux des ressources à travers les différentes strates du gouvernement jusqu'à l'unité de prestation de services. Si une PETS à grande échelle peut être complexe, les OSC peuvent mener une version simplifiée axée sur une seule ressource tangible. Par exemple, une OSC pourrait décider de suivre l'argent destiné à être dépensé pour les EPI :



1. **Commencez par le budget :** déterminez le montant alloué aux EPI, soit au niveau national, soit, si les données sont disponibles, au niveau provincial, départemental, local ou régional.
2. **Suivez la piste :** rendez-vous dans la clinique cible.
3. **Vérifiez sur place :** à la clinique, demandez s'il y a un stock d'EPI afin de vérifier que les masques ont bien été reçus. Vous pouvez également interroger le personnel de l'établissement pour connaître les difficultés rencontrées, par exemple s'il y a souvent des ruptures de stock d'EPI ou si la qualité des EPI est très mauvaise.
4. **Évaluez si les fonds alloués aux EPI sont dépensés comme prévu :** en comparant le montant budgété pour les EPI et le stock ainsi que la qualité des EPI au niveau de l'établissement, vous pouvez tirer des conclusions sur la question de savoir si les fonds sont dépensés comme prévu ou s'il existe des fuites ou des divergences dans la quantité, la qualité ou le calendrier de livraison.

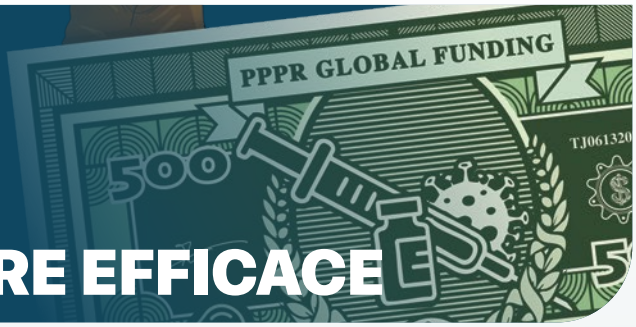
L'objectif n'est pas de compter chaque article physique, mais de vérifier si les fonds alloués à ces articles ont bien été dépensés comme prévu. Utilisez les sections consacrées à l'audit social et aux enquêtes simplifiées de suivi des dépenses publiques (PETS) pour souligner ce point, en expliquant comment les communautés peuvent identifier les écarts ou les « fuites » entre ce qui a été budgété et ce qui a été livré..

Outil proposé : outil de suivi des dépenses au niveau communautaire

L'outil simple de suivi des dépenses au niveau communautaire joint en **annexe 3** est conçu comme un formulaire papier simple ou un outil mobile de base pour la collecte de données que les observateurs communautaires peuvent utiliser lors de leurs visites dans les établissements de santé locaux. Son objectif est de structurer leurs observations et de faciliter une comparaison directe entre ce qui a été promis dans le budget et ce qui se passe sur le terrain.



PART IV



PLAIDOYER BUDGÉTAIRE EFFICACE

Les données seules ne suffisent pas à créer le changement. L'ensemble du processus d'analyse budgétaire et de suivi des dépenses aboutit à une activité essentielle : le plaidoyer. Les preuves recueillies n'ont de valeur que si elles inspirent des actions. Les recherches sont sans équivoque sur ce point : les initiatives de CLM doivent être conçues pour convertir les preuves en actions en reliant les données à des voies de plaidoyer et à des mécanismes de retour d'information clairs. Les OSC sont souvent plus efficaces lorsqu'elles vont au-delà de la présentation d'informations anecdotiques et fondent leurs revendications sur des preuves solides et crédibles, ce qui rend leur participation aux débats politiques plus significative et plus influente. Cette dernière section fournit un ensemble de ressources pratiques, notamment des stratégies, des modèles et des cadres, afin d'aider les OSC à transformer leurs conclusions relatives aux données budgétaires et aux dépenses en campagnes de plaidoyer stratégiques, persuasives et percutantes..



Chapter 4.1: Élaborer votre stratégie de plaidoyer

Un plaidoyer efficace est planifié, il n'est pas improvisé. Avant de lancer une campagne, il est essentiel d'élaborer une stratégie claire qui définit ce que vous voulez changer, les personnes que vous devez influencer et la manière dont vous allez vous y prendre. Ce processus transforme les données brutes en un plan d'action ciblé.

Définir votre objectif

La première étape consiste à traduire les conclusions de votre suivi en un objectif de plaidoyer clair et réaliste. Votre objectif global peut être vaste (par exemple, « améliorer le financement de la PPPR dans notre pays »), mais votre objectif doit être spécifique, mesurable, réalisable, pertinent et limité dans le temps (SMART). Par exemple, sur la base de vos conclusions, un objectif SMART pourrait être : « Persuader la commission parlementaire de la santé de recommander une augmentation de 10 % du budget national de surveillance lors des débats budgétaires de 2025 ». Vous devez également réfléchir à la question de savoir si vous souhaitez que votre objectif de plaidoyer soit fixé au niveau national ou au niveau infranational, par exemple en collaborant avec votre comté, votre administration locale ou votre district.

Cartographie des parties prenantes

La cartographie des parties prenantes consiste à identifier les personnes et les institutions clés qui ont un pouvoir sur votre objectif. Pour chaque partie prenante, vous devez analyser ses intérêts, son niveau d'influence et sa position actuelle sur votre problématique (par exemple, s'agit-il d'un allié, d'un adversaire ou d'une partie neutre). Les principales parties prenantes dans le plaidoyer budgétaire en faveur de la PPPR sont souvent les suivantes :

1. **Cibles principales :** les décideurs qui peuvent vous donner ce que vous voulez (par exemple, le ministre des Finances, le président de la commission parlementaire du budget).
2. **Cibles secondaires :** les personnes qui exercent une influence sur les cibles principales (par exemple, d'autres parlementaires, les chefs des partis d'opposition, des journalistes influents, des organismes donateurs, des hauts fonctionnaires, des chefs traditionnels).
3. **Les alliés :** les autres OSC, les institutions universitaires ou les associations professionnelles qui partagent vos objectifs et avec lesquelles vous pouvez former une coalition.

Élaboration des messages clés

Votre public est très occupé et n'aura peut-être pas le temps de lire un long rapport. Vous devez résumer vos conclusions complexes en quelques messages clairs et percutants. Un bon message comporte trois parties :

1. **Le problème :** une description claire du problème, étayée par vos preuves les plus solides (par exemple, "**Les investissements de notre gouvernement dans la préparation aux pandémies sont extrêmement faibles, représentant moins de 1 % du budget total de la santé**").
2. **La solution :** votre recommandation spécifique et réalisable (par exemple, "**Nous demandons la création d'une ligne budgétaire dédiée et transparente pour la PPPR** ").
3. **La justification :** pourquoi votre solution est la bonne (par exemple, "**Cela garantira la responsabilité et démontrera un engagement réel en faveur de la protection de la santé des citoyens.**").

Adaptez vos messages à chaque public. Un message destiné à un responsable du ministère des Finances pourrait mettre l'accent sur le retour sur investissement économique, tandis qu'un message destiné au grand public pourrait mettre l'accent sur l'impact humain du sous-financement.

Chapter 4.2: La boîte à outils pour des actions de plaidoyer

Ce chapitre fournit une bibliothèque de modèles adaptables que les OSC peuvent utiliser pour formuler et diffuser leurs messages de plaidoyer. Ces outils sont conçus pour traduire les données et les preuves en messages de plaidoyer convaincants.

Points d'entrée pour le plaidoyer des OSC

Voici différentes façons dont les membres de la communauté peuvent utiliser les données PPPR qu'ils ont recueillies dans le cadre de leur plaidoyer :



Modèle 1 : la note d'orientation.

Un document concis (généralement de 2 à 4 pages) destiné aux décideurs politiques. Il doit comprendre un résumé, un bref historique du problème, un résumé de vos principales conclusions (à l'aide de tableaux et de graphiques) et un ensemble de recommandations politiques claires et concrètes. Voir l'annexe 4 pour un exemple de note d'orientation succincte.

Modèle 2 : la fiche d'évaluation du budget communautaire.

Un résumé visuellement attrayant d'une page de vos conclusions, parfait pour être partagé avec les médias et le public. Il peut utiliser un système de notation simple ou un système de feux tricolores (rouge/orange/vert) pour évaluer les performances du gouvernement sur des indicateurs clés de financement PPPR tels que l'adéquation, la transparence et l'efficacité des dépenses. Voir l'annexe 1 pour un exemple de fiche d'évaluation du budget communautaire.

Modèle 3: le communiqué de presse.

Une déclaration officielle à l'intention des médias annonçant vos principales conclusions et vos revendications. Il doit être rédigé dans un style journalistique, avec un titre accrocheur, un résumé des informations les plus importantes dans le premier paragraphe et des citations des dirigeants de votre organisation. Voir l'annexe 5 pour un exemple de communiqué de presse.

Modèle 4: kit pour les réseaux sociaux.

Un ensemble prêt à l'emploi pour le plaidoyer numérique, comprenant des infographies simples et des hashtags pertinents pour participer à une conversation plus large. Voir l'annexe 6 pour quelques exemples de messages destinés aux réseaux sociaux.

Modèle 5: lettre à un membre du parlement

Modèle de lettre officielle que les OSC peuvent utiliser pour présenter leurs preuves à leur représentant élu local, expliquer l'impact sur leur circonscription et demander une action spécifique (par exemple, poser une question au Parlement, soulever la question lors d'une réunion de commission). Voir l'annexe 7 pour un exemple de lettre à un membre du parlement.

Présenter votre argumentation – mettre en avant l'argument économique

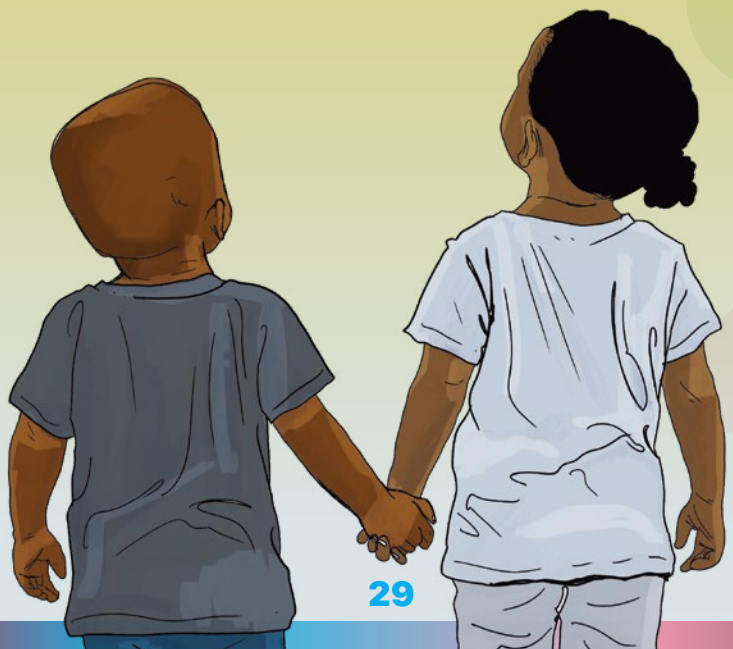
Dans les contextes où la santé est en concurrence avec d'autres priorités telles que les infrastructures et le service de la dette, il est essentiel de présenter la PPPR comme un investissement économique intelligent, et non comme un simple coût social. Les décideurs politiques, en particulier au sein des ministères des Finances, sont souvent convaincus par les arguments coûts-avantages. Les OSC peuvent renforcer leur argumentation en incluant des points de discussion tels que :

1. La Banque mondiale estime que le coût de la préparation est de quelques centimes par personne et par an, alors que le coût d'une pandémie grave peut atteindre des milliers de milliards de dollars. Investir maintenant permet d'économiser de l'argent plus tard. »
2. Une population en bonne santé est une main-d'œuvre productive. Investir dans la surveillance des maladies protège notre économie contre les perturbations et les pertes de productivité causées par les épidémies majeures. »
3. Une PPPR solide attire les investissements internationaux et le tourisme en signalant que notre pays est un endroit sûr et stable pour faire des affaires. »

Chapter 4.3: Boucler la boucle : demander des retours et des actions

La publication d'un rapport n'est pas la fin d'une campagne de sensibilisation, mais son début. La dernière étape consiste à créer des plateformes de dialogue et à assurer un suivi régulier pour garantir que les engagements se traduisent en actions. Dans certains contextes, il peut être possible de tirer parti des plateformes d'engagement existantes, telles que les « forums d'engagement citoyen » ou les « conseils de développement communautaire » de niveau local, comme point d'entrée pour permettre aux communautés de discuter du suivi budgétaire et de demander des comptes aux responsables locaux. Vous pouvez également essayer de créer des plateformes d'engagement, qui pourraient inclure :

1. **Dialogues multipartites :** organisez des forums publics ou des réunions à huis clos où vous pouvez présenter vos conclusions directement aux responsables gouvernementaux, aux parlementaires, aux bailleurs de fonds et aux médias. Cela crée un espace de responsabilité publique où les responsables sont invités à répondre aux preuves présentées.
2. **Recours à des mécanismes de réclamation :** identifiez et utilisez les systèmes officiels de réclamation lorsqu'ils existent. Il peut s'agir d'un médiateur parlementaire, d'une commission des droits de l'homme ou d'une agence de lutte contre la corruption.
3. **Suivi systématique :** après une réunion au cours de laquelle un responsable prend un engagement, envoyez une lettre officielle résumant cet engagement et les prochaines étapes convenues. Assurez un suivi régulier pour suivre les progrès réalisés.
4. **Plaidoyer de haut niveau :** pour les questions systémiques, envisagez de porter le plaidoyer devant des instances régionales ou internationales. Par exemple, les conclusions peuvent être communiquées à l'Union africaine, au CDC Afrique, à l'Organisation mondiale de la santé ou aux institutions financières internationales afin d'exercer une pression verticale qui complète les efforts menés à la base.





En planifiant et en menant systématiquement des actions de plaidoyer, les OSC peuvent s'assurer que leurs efforts acharnés en matière de suivi des budgets et des dépenses se traduisent par des améliorations tangibles du financement des PPPR, ce qui permettra en fin de compte de mettre en place des systèmes de santé plus résilients et des communautés plus sûres.

CONCLUSION



DES PREUVES À L'IMPACT

Cette boîte à outils fournit un cadre permettant aux organisations de la société civile et aux organisations communautaires de s'y retrouver dans le paysage complexe du financement des PPPR. Elle va au-delà des principes abstraits pour offrir des outils pratiques, fondés sur les défis réels que sont la rareté des données, la résistance politique et la nécessité d'autonomiser les communautés locales. L'analyse des mécanismes existants et les entretiens avec des experts aboutissent à une conclusion claire et exploitable : pour que le CLM soit efficace dans le domaine des PPPR, une approche holistique et stratégique est nécessaire.

Les principaux enseignements tirés de cette analyse intégrée sont au nombre de quatre :

1. **La légitimité est essentielle :** l'outil de suivi le plus sophistiqué qui soit sur le plan technique est inutile si ses données sont ignorées. Le renforcement de la légitimité politique et la sensibilisation des communautés ne sont pas des activités préliminaires, mais les piliers fondamentaux sur lesquels repose tout suivi réussi. Un engagement proactif avec le gouvernement, l'alignement sur les systèmes nationaux et la promotion de l'appropriation nationale sont des investissements essentiels pour garantir que les données générées par les OSC soient considérées comme crédibles et constructives.
2. **Les lacunes dans les données sont des éléments d'information :** le défi universel que représentent les fonds PPPR invisibles et non ventilés ne doit pas être considéré comme un obstacle, mais comme une conclusion principale. Les outils de ce guide pratique sont conçus pour documenter systématiquement ces lacunes. Une cellule vide dans un outil de suivi budgétaire ou un faible score de confiance est en soi une preuve puissante, fournissant une base concrète pour un plaidoyer axé sur l'amélioration de la transparence fiscale.
3. **Le pouvoir du dernier kilomètre :** la valeur unique et irremplaçable du CLM réside dans sa capacité à combler le fossé entre les comptes financiers au niveau central et la réalité de la prestation de services sur le terrain. Des méthodes simples et peu technologiques, telles que les tableaux d'évaluation communautaires et les enquêtes simplifiées de suivi des dépenses, permettent aux citoyens de vérifier si les promesses budgétaires se traduisent par des biens et des services tangibles, générant ainsi un niveau de preuves détaillées souvent inaccessible aux auditeurs officiels.
4. **Le plaidoyer est le moteur du changement :** la collecte de données sans stratégie de plaidoyer claire n'est qu'un exercice théorique. L'objectif ultime du CLM est de fournir aux communautés des preuves crédibles leur permettant d'exiger des comptes et de susciter le changement. Le processus est un cycle : l'analyse alimente le suivi, le suivi génère des preuves et les preuves alimentent le plaidoyer stratégique. En transformant des données complexes en messages clairs, en fiches de rapport visuelles et en recommandations politiques ciblées, les OSC peuvent s'assurer que leur travail conduit à des investissements plus adéquats, équitables et efficaces dans la préparation aux futures menaces sanitaires.

En combinant la transparence financière, le suivi au niveau local et le plaidoyer fondé sur des données probantes, les initiatives CLM en matière de responsabilité des PPPR ont le potentiel non seulement de renforcer la sécurité sanitaire, mais aussi d'approfondir la responsabilité démocratique, en garantissant que les ressources publiques soient affectées à la protection de la vie et des moyens de subsistance de tous les citoyens.

ANNEXE 1

RAPPORT BUDGÉTAIRE PPPR

Au cours de l'exercice fiscal X, le gouvernement a alloué X à la PPPR. Dans ce bulletin budgétaire, nous nous concentrons sur quatre questions :

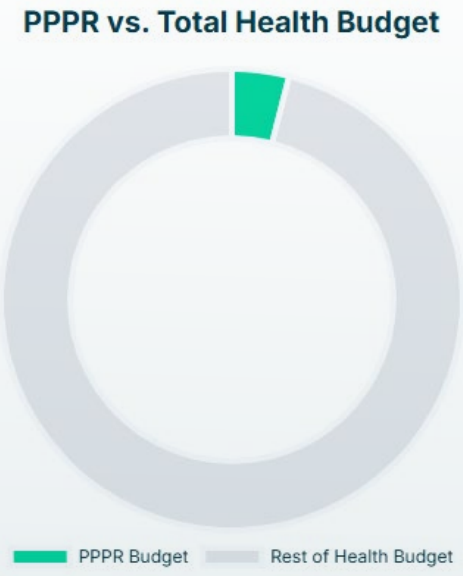
1. **Adéquation :** Le budget est-il suffisant ?
2. **Priorité :** Le PPPR est-il une priorité du gouvernement ?
3. **Équité :** Le budget est-il équitable, c'est-à-dire garantit-il que les ressources parviendront aux personnes les plus vulnérables et marginalisées, ou risque-t-il d'aggraver les inégalités existantes ?
4. **Efficacité :** Le budget est-il intelligent, c'est-à-dire donne-t-il la priorité à des interventions rentables et à fort impact ?

1. Adéquation : Le budget est-il suffisant ?

Le montant total budgété pour le PPPR est-il suffisant pour être efficace ? Cette section évalue l'allocation du PPPR par rapport à des critères économiques et sociaux clés.



En pourcentage du budget total du gouvernement, le budget du PPPR pour l'année représentait X %.





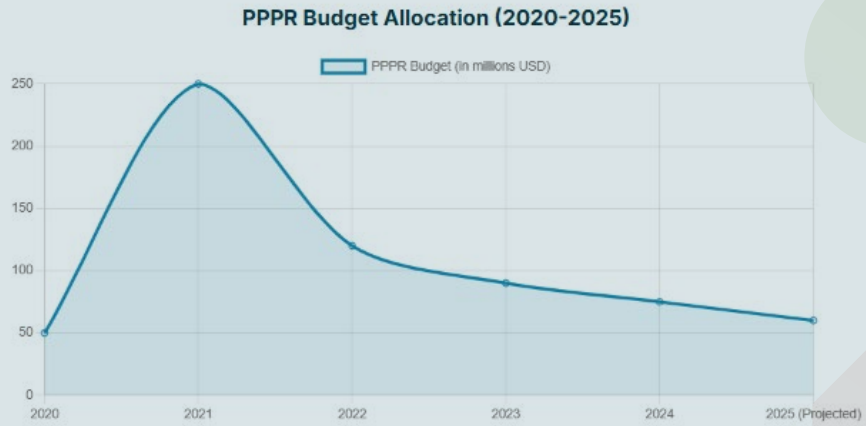
Annual PPPR Spending Per Person

K25

This figure represents the total public investment dedicated to preventing the next pandemic for each citizen, each year.

En pourcentage du budget total du gouvernement, le budget PPPR pour l'année représentait X %..

En année, les dépenses publiques par personne pour le PPPR s'élèvent à X..



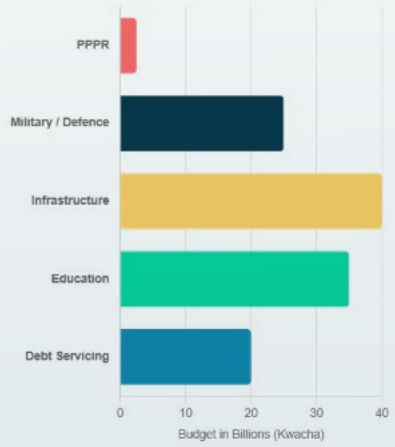
CSi l'on compare le budget alloué au PPPR pour l'année aux allocations budgétaires du PPPR des années précédentes, notre PPPR est en diminution, reste stable ou augmente.

Adéquation : points clés à retenir et note d'adéquation

Résumez ici les conclusions. Par exemple : « Bien que les dépenses par habitant aient légèrement augmenté, le budget PPPR reste dangereusement faible par rapport au budget total de la santé et est inférieur au coût estimé de 3 à 5 dollars par habitant nécessaire pour atteindre les niveaux de capacité de référence (voir le document de la Banque mondiale et de l'Organisation mondiale de la santé (2022) préparé pour la réunion du groupe de travail du G20 sur la santé et les finances « Analysis of Pandemic Preparedness and Response (PPR) architecture and financing needs and gaps.

Selon notre évaluation, l'allocation budgétaire actuelle de la PPPR est adéquate/inadéquate.

2. Priorité : la PPPR est-elle une priorité pour le gouvernement ?



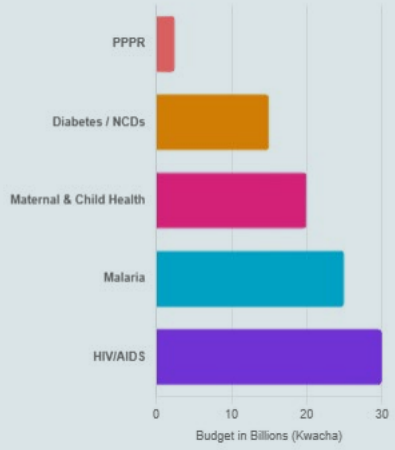
Education Spending
Spending on education is more than **10 times** the PPPR budget, yet health security is fundamental to keeping schools open.

Military / Defence Spending
The PPPR budget is just **1/10th** the size of the defence budget, showing a greater focus on conventional security over health security.

Infrastructure / Major Projects
A single major highway project can be budgeted at **5x** the entire PPPR allocation for the year.

Debt Servicing
For every **K1** spent on pandemic preparedness, the government spends **K8** on interest payments for national debt.

Si l'on compare le budget de la PPPR à d'autres dépenses publiques importantes, la PPPR est gravement sous-financée, financée de manière adéquate ou bien financée par rapport à d'autres priorités gouvernementales..



HIV/AIDS
The budget for HIV/AIDS programs is **12 times larger** than the PPPR budget, reflecting the long-term commitment to combating an established epidemic.

Malaria
For every **K1** spent on preparing for the next pandemic, **K10** are spent on fighting malaria, a persistent and immediate health threat.

Maternal & Child Health
Funding for maternal and child health services is **8 times** the allocation for PPPR, highlighting the priority given to ongoing generational health.

Diabetes / NCDs
Even the budget for non-communicable diseases like diabetes is **6 times larger** than the PPPR budget, showing the growing burden of chronic illness.

Si l'on compare le budget de la PPPR à d'autres dépenses publiques importantes, la PPPR est gravement sous-financée, financée de manière adéquate ou bien financée par rapport à d'autres priorités en matière de santé.

Priorité : points clés à retenir et niveau de priorité

Résumez ici les conclusions. Par exemple : « Le budget accorde clairement la priorité à la défense et aux infrastructures plutôt qu'à la sécurité sanitaire. Ce déséquilibre flagrant suggère un manque de volonté politique pour se préparer de manière adéquate à de futures pandémies.»

Selon notre évaluation, le budget PPPR est/n'est pas une priorité

3. Équité : le budget est-il équitable ?

Le budget garantit-il que les ressources parviendront aux personnes les plus vulnérables et marginalisées, ou risque-t-il d'aggraver les inégalités existantes ?

Question relative à l'équité	Oui / Non / Partiellement	Preuves et remarques
Existe-t-il des lignes budgétaires spécifiques pour les zones difficiles d'accès ou à haut risque ?	Oui / Non / Partiellement	Par exemple, aucune allocation spécifique n'a été trouvée pour les districts ruraux isolés ou les quartiers urbains informels.
Le budget répond-il aux besoins des femmes, des enfants ou des personnes handicapées ?	Oui / Non / Partiellement	Par exemple, le budget prévoit des fonds pour la continuité des soins de santé maternelle en cas d'urgence, mais ne prévoit pas de mesures spécifiques pour les personnes handicapées.
Y a-t-il des coupes dans les soins de santé primaires qui pourraient nuire aux personnes pauvres ?	Oui / Non / Partiellement	Par exemple, oui, le budget de fonctionnement des cliniques de soins de santé primaires a été réduit de 15 %, ce qui aura un impact sur les plus vulnérables.

Équité : points clés à retenir et note d'équité

Résumez ici les conclusions. Par exemple : « Le budget ne met pas clairement l'accent sur l'équité. Sans financement ciblé pour les groupes vulnérables et en réduisant les soins primaires, le plan actuel risque de laisser les communautés les plus marginalisées de côté en cas de crise."

Selon notre évaluation, le budget du PPPR est/est partiellement/n'est pas équitable

4. Efficacité : le budget est-il intelligent ?

Les ressources sont-elles allouées de manière à obtenir les meilleurs résultats possibles ? Cette section examine si le budget donne la priorité à des interventions rentables et à fort impact

Indicateur d'efficacité	Allocation / constat	Analyse
Équilibre : dépenses dans la prévention vs dépenses dans la réaction	Par exemple, 20 % pour la prévention / 80 % pour les mesures curatives	Par exemple, le budget est fortement orienté vers la réaction, axé sur des soins curatifs coûteux plutôt que sur une prévention proactive.

Donne-t-il la priorité aux interventions à faible coût et à fort impact ? (par exemple, agents de santé communautaires, surveillance, capacités des laboratoires)	Par exemple, seulement 5 % du budget PPPR est alloué au renforcement des programmes d'agents de santé communautaires.	Par exemple, le gouvernement sous-investit dans les piliers fondamentaux d'un système de santé publique solide.

Efficacité : points clés à retenir et note d'efficacité

Résumez ici les conclusions. Par exemple : « Le budget est structuré de manière inefficace, mettant fortement l'accent sur des mesures de réactions coûteuses plutôt que sur une prévention abordable et à fort impact. Un changement stratégique vers le renforcement de la surveillance communautaire pourrait donner de meilleurs résultats pour moins d'argent. "

Selon notre évaluation, le budget du PPPR est/est partiellement/n'est pas efficace

Note globale et priorités en matière de plaidoyer

Critères	Note	Résultat
Adéquation	Adéquat (3 points) Inadéquat (0 point)	
Priorité	Est une priorité (3 points) N'est pas une priorité (0 point)	
Équité	Est équitable (2 points) Est partiellement équitable (1 point) N'est pas équitable (0 point)	
Efficacité	Est efficace (2 points) Est partiellement efficace (1 point) N'est pas efficace (0 point)	
Note totale sur 10		

Notre analyse du budget PPPR révèle que les fonds alloués à la préparation aux pandémies sont insuffisants suffisants... **Utilisez ces données pour construire un dossier convaincant en faveur d'un investissement accru ou soutenu dans le PPPR et, le cas échéant, d'une plus grande transparence et de plus de détails concernant les budgets PPPR.**.

Sur la base de la matrice de notation ci-dessus, nos 3 principales priorités en matière de plaidoyer sont les suivantes :

1. **Exemple :** augmenter le budget total du PPPR à au moins 5 % du budget national de la santé afin de répondre aux normes d'adéquation.
2. **Exemple :** réaffecter les fonds provenant de projets d'infrastructure non essentiels afin de créer des lignes budgétaires dédiées aux populations vulnérables.
3. **Exemple :** réviser le budget afin d'investir davantage dans les agents de santé communautaires et la surveillance des maladies, ce qui constitue une mesure d'efficacité rentablee.

ANNEXE 2

OUTIL DE SUIVI DU BUDGET PPPR

(joint sous forme de document Excel séparé)

ANNEXE 3

EXEMPLE DE DOCUMENT DE SUIVI DES DÉPENSES PPPR

Nom du contrôleur :

Nom de l'établissement :

Date de la visite :

Exemple 1 : Stock d'EPI

Quel était le budget alloué ? Combien de masques chirurgicaux étaient prévus par mois dans le budget ?

Qu'est-ce qui a été observé/vérifié (quantité, qualité, respect des délais) ? Combien de masques sont actuellement en stock ? Quand a eu lieu la dernière livraison de masques et combien ont été livrés ?

Exemple 2 : Sensibilisation communautaire

Quel était le budget alloué? Une partie du budget a-t-elle été allouée à des actions de sensibilisation communautaire, par exemple des réunions de sensibilisation communautaire ou à la promotion de la vaccination?

Qu'est-ce qui a été observé/vérifié (quantité, qualité, ponctualité) ? Des réunions de sensibilisation communautaire ont-elles eu lieu ? Du matériel a-t-il été distribué ? Y a-t-il des affiches ou des brochures disponibles dans l'établissement ?

Exemple 3 : Services de transport d'urgence (ambulances)

Quel était le budget alloué ? Quel budget a été alloué au carburant pour les ambulances ?

Qu'est-ce qui a été observé/vérifié (quantité, qualité, ponctualité) ? Le chauffeur d'ambulance dispose-t-il de suffisamment de carburant pour les transports d'urgence ? Est-ce toujours le cas ? Y a-t-il eu des pénuries de carburant au cours des trois derniers mois ?

ANNEXE 4

EXEMPLE

À TITRE INDICATIF UNIQUEMENT - D'UNE NOTE D'ORIENTATION PRÉSENTANT UNE ANALYSE DU BUDGET PPPR DE L'AFRIQUE DU SUD

Un sous financement est synonyme de non préparation: analyse du budget PPPR de l'Afrique du Sud

Cette note d'orientation présente une analyse du budget national consacré à la prévention, à la préparation et à la réponse aux pandémies (PPPR) en Afrique du Sud. Nos conclusions, basées sur une analyse approfondie du budget et sur des données issues d'un suivi communautaire, révèlent des lacunes critiques en matière de financement et des écarts entre les engagements déclarés du gouvernement en matière de sécurité sanitaire et ses allocations financières réelles. Nous constatons que le budget PPPR est, par exemple, insuffisant, inéquitable et alloué de manière inefficace. Cette note fournit des preuves de ces lacunes et propose trois recommandations concrètes pour renforcer l'engagement financier de l'Afrique du Sud à protéger sa population contre les menaces sanitaires futures. Actuellement, l'allocation totale au PPPR est de X, ce qui ne représente que X % du budget total de la santé et X % des dépenses publiques totales. Ce niveau de financement est insuffisant pour mettre en place un système de santé résilient.

Un dangereux manque de responsabilité

Le budget d'un gouvernement est l'expression la plus claire de ses priorités. Alors que la menace des pandémies est bien comprise, le financement du PPPR en Afrique du Sud reste dangereusement insuffisant. Nos recherches montrent que le PPPR n'est pas une ligne budgétaire visible et dédiée, ce qui rend presque impossible pour les citoyens et les législateurs de suivre les allocations et de demander des comptes au gouvernement. Ce manque de transparence crée des risques importants, laissant notre système de santé vulnérable et nos communautés sans protection..

Principales conclusions

Notre analyse du budget s'est concentrée sur l'adéquation, la priorité, l'équité et l'efficacité. Elle a révélé plusieurs problèmes critiques :

1. **Financement insuffisant :** l'allocation totale du PPPR s'élève à seulement RX par personne. Ce montant est insuffisant pour financer des fonctions essentielles telles que la surveillance des maladies et la formation des agents de santé communautaires.
2. **Dépriorisation du PPPR :** le gouvernement alloue par exemple 10 fois plus de fonds aux dépenses militaires/de défense qu'au PPPR. Cela démontre que le PPPR n'est pas une priorité politique en Afrique du Sud, malgré les risques importants qui pourraient en découler.
3. **Absence de prise en compte de populations spécifiques :** le budget ne prévoit pas de dispositions spécifiques pour les populations vulnérables. Nous n'avons trouvé aucun financement dédié, par exemple, aux communautés difficiles à atteindre, aux personnes handicapées ou aux femmes et aux enfants dans la planification d'urgence, ce qui risque de les laisser pour compte en cas de crise.
4. **Dépenses inefficaces :** le budget est fortement orienté vers les soins curatifs et les interventions coûteuses, avec seulement X % des fonds alloués à des activités de prévention et de préparation à faible coût et à fort impact.

RECOMMANDATIONS POLITIQUES

Afin de remédier à ces lacunes critiques, nous exhortons le gouvernement et le Parlement à prendre les mesures suivantes :

1. **Accroître la transparence du financement des PPPR :**
   - Établir une ligne budgétaire claire, consolidée et transparente pour le PPPR dans le budget national.
2. **Améliorer l'adéquation du financement du PPPR :**
   - Augmenter l'allocation totale au PPPR à un minimum de 5 % du budget total de la santé, par exemple, afin de respecter les normes mondiales.
3. **Donner la priorité au PPPR :**
   - Réaffecter les fonds dépensés dans d'autres secteurs afin de donner la priorité aux interventions à faible coût et à fort impact, telles que la surveillance communautaire et le renforcement des soins de santé primaires.
4. **Renforcer l'équité :**
   - Introduire des allocations budgétaires spécifiques pour les populations vulnérables, en veillant à ce que les plans d'urgence soient équitables.

Conclusion

Investir dans la préparation aux pandémies est l'un des investissements les plus judicieux qu'un gouvernement puisse faire. L'allocation budgétaire actuelle de l'Afrique du Sud en faveur de la PPPR est insuffisante pour protéger la population sud-africaine. En mettant en œuvre les recommandations contenues dans cette note, le gouvernement peut combler le déficit de responsabilité, mettre en place un système de santé plus résilient et garantir un avenir plus sûr pour tous.

À propos :

Contact :

ANNEXE 5

EXEMPLE

À TITRE INDICATIF UNIQUEMENT - D'UN COMMUNIQUÉ DE PRESSE

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Sous-financement critique de la préparation aux pandémies dans le budget 2026 de l'Afrique du Sud

Le budget 2026 laisse l'Afrique du Sud sans préparation face à de futures pandémies, n'allouant que [insérer le montant] par personne et par an. Le budget total consacré à la prévention, à la préparation et à la réponse aux pandémies (PPPR) ne représente que X % des dépenses publiques totales. De plus, par rapport aux dépenses dans d'autres secteurs (notamment, donner des exemples), le budget alloué à la PPPR est faible.

L'Alliance africaine a récemment analysé le budget PPPR selon quatre critères clés : adéquation, priorité, équité et efficacité. Le budget a par exemple reçu une note insuffisante en matière de priorité, car pour chaque rand alloué à la PPPR, le gouvernement dépense 10 rands pour l'armée et la défense. Le rapport souligne également, par exemple, un manque d'équité, avec l'absence de dispositions budgétaires spécifiques pour les communautés vulnérables et des coupes dans les services de soins de santé primaires qui constituent la première ligne de défense pour les pauvres.

L'African Alliance appelle le Parlement et le ministère des Finances à prendre des mesures urgentes en :

1. Augmentant le budget PPPR à un minimum de 5 % du budget total de la santé.
2. Créant une ligne budgétaire transparente et dédiée à la PPPR.
3. Veillant à ce que les fonds soient alloués de manière équitable afin de protéger les communautés les plus vulnérables.

Le rapport complet et la fiche d'évaluation du budget PPPR sont disponibles à l'adresse **www.africanalliance.org.za.**

À propos : insérez une brève description de 2 à 3 phrases de votre organisation et de sa mission.

Contact médias :

ANNEXE 6

KIT POUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

CONSEILS GÉNÉRAUX :

- Essayez toujours d'inclure un élément visuel (une infographie, un graphique ou une photo percutante).
- Utilisez des hashtags pertinents pour élargir votre audience.
- Identifiez les parties prenantes pertinentes : ministère des Finances, ministère de la Santé, parlementaires clés et médias.
- Ajoutez un lien vers votre rapport principal ou votre note d'orientation.

Suggestions de hashtags: #FollowTheMoney #HealthSecurity #PPPR #Budget #SOuthAfricaBudget #Accountability

Messages plus courts, par exemple pour Twitter (X) :





Messages plus détaillés, par exemple pour Facebook / Instagram / LinkedIn :

Voici ce que nous avons constaté :

Insuffisant : le budget n'alloue que RX par personne pour les priorités PPPR.

Inéquitable : il n'y a pas de ligne budgétaire spécifique pour protéger les groupes vulnérables tels que les femmes, les enfants ou les personnes handicapées en cas d'urgence. Il ne s'agit pas seulement de chiffres, mais de notre santé et de notre sécurité collectives. Un budget est une déclaration de priorités, et il est temps de faire de la sécurité sanitaire une véritable priorité.

Nous appelons les décideurs politiques à agir dès maintenant.

Veuillez lire notre rapport complet et consulter le rapport budgétaire complet pour comprendre les enjeux. www.africanalliance.org.za

#FollowTheMoney #SécuritéSanitaire #PPPR #BudgetAccountability #Afrique du Sud #SantéPublique

ANNEXE 7

MODÈLE DE LETTRE À L'INTENTION DES PARLEMENTAIRES

L'honorable X

Membre du Parlement pour X

Besoin urgent d'investissements accru dans la préparation aux pandémies dans le budget national

Cher Monsieur X

Au nom de l'African Alliance, une organisation de la société civile qui se consacre à la promotion de l'équité en matière de santé et à la responsabilisation des gouvernements, je vous écris pour vous faire part de nos conclusions critiques sur l'état du financement de la prévention, de la préparation et de la réponse aux pandémies (PPPR) dans le budget national ainsi que ses implications directes pour les habitants de notre circonscription.

Notre analyse récente, détaillée dans la note politique ci-jointe, révèle que l'allocation nationale pour la PPPR est insuffisante. Le gouvernement n'a budgété qu'un rand par citoyen pour ces mesures vitales. Ce sous-financement a des conséquences tangibles au niveau local. Pour les établissements de santé de district, cela signifie un manque constant de ressources essentielles, qu'il s'agisse d'équipements de protection individuelle ou d'agents de surveillance formés, ce qui rend nos communautés vulnérables à la prochaine menace en matière de santé publique.

En outre, notre rapport souligne que pour chaque rand dépensé pour le PPPR, le gouvernement alloue 10 rands à la défense. Tout en respectant l'importance de la sécurité nationale, nous pensons que la sécurité sanitaire constitue un élément tout aussi essentiel de la protection de notre nation et de notre population.

En tant que représentant(e) élu(e) de notre communauté, votre voix est essentielle pour garantir que notre santé et notre sécurité soient prioritaires. Nous vous demandons respectueusement de prendre les mesures spécifiques suivantes :

1. Poser une question formelle au Parlement concernant l'adéquation et la transparence de l'allocation budgétaire actuelle pour la PPPR.
2. Demander à la Commission parlementaire sur la santé d'organiser une audience sur nos conclusions et d'inviter des représentants de la société civile et de la communauté à témoigner.
3. Rencontrer une délégation de notre organisation et des dirigeants communautaires au cours du mois prochain afin de discuter plus en détail de ces conclusions.

Nous pensons qu'en travaillant ensemble, nous pouvons plaider en faveur d'un budget qui protège véritablement tous les citoyens.

Nous vous remercions pour votre temps et votre engagement envers notre communauté.

Cordialement,

ANNEXE 8

USEFUL RESOURCES

1. **L'International Budget Partnership** iest une organisation mondiale qui œuvre à promouvoir une gestion plus responsable, plus efficace et plus équitable des fonds publics. Son site web contient de nombreuses ressources et documents qui pourraient vous être utiles, ainsi que des exemples de notes d'orientation et d'études de cas qui pourraient servir de points de référence utiles.

2. Le **Malaria Budget Advocacy Framework** développé par la Malaria Elimination Initiative est un guide en cinq parties sur la manière de renforcer le soutien politique en faveur de l'augmentation et du maintien des investissements nationaux dans la lutte contre le paludisme et son élimination.

3. **La boîte à outils budgétaire** de l'UHC2030 vise à renforcer les capacités des organisations de la société civile, des médias et des parlements en matière de plaidoyer budgétaire pour la santé.

4. Le Global Financing Facility et la Clinton Health Access Initiative ont préparé un guide sur **l'harmonisation du suivi des ressources de santé** en 2023. Il fournit des conseils pratiques aux gouvernements et à leurs partenaires techniques pour harmoniser les processus de suivi des ressources de santé.

5. Le guide de Transparency International **sur le suivi budgétaire par la société civile** se concentre sur les outils et les stratégies que les OSC peuvent mettre en œuvre pour superviser le budget du gouvernement.

6. **Le guide du réseau Grassroots Justice Network intitulé « Citizens' Guide to Monitoring Government Expenditures » (Guide des citoyens pour le suivi des dépenses publiques)** offre une vue d'ensemble des processus de mise en œuvre du budget public et fournit des outils pratiques et éprouvés qui peuvent être utilisés par les organisations de la société civile intéressées par le suivi des dépenses publiques.

7. **L'outil de suivi et de contrôle budgétaire** d'Options permet aux gouvernements, aux citoyens et aux organisations de la société civile de générer des données qui peuvent être utilisées pour éclairer les actions de plaidoyer et la prise de décision lorsque le gouvernement établit ses priorités pour les prochains cycles budgétaires, notamment en matière d'allocation, de décaissement et de dépenses..

ANNEXE 9

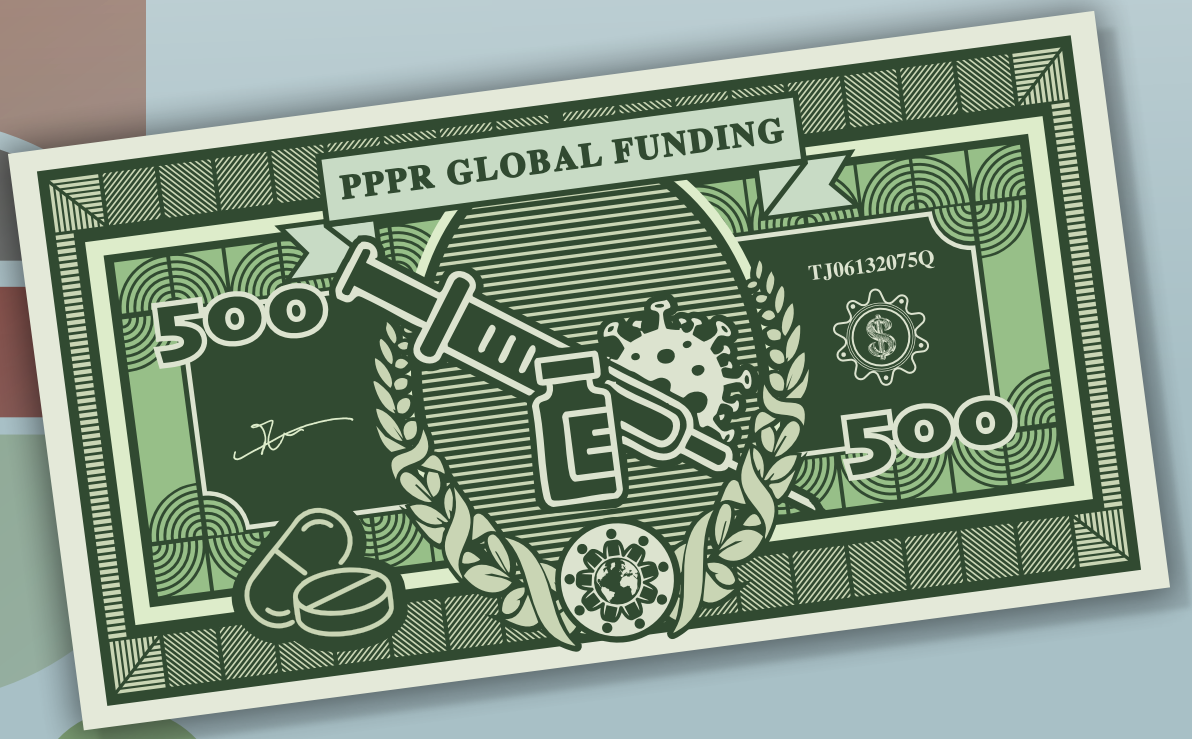
TERMES ET CONCEPTS CLÉS

- **Transparence budgétaire :** degré d'ouverture et d'accessibilité du budget d'un gouvernement au public, permettant aux citoyens de comprendre comment les recettes sont collectées et comment les fonds sont dépensés.
- **Budget participatif :** processus démocratique dans lequel les citoyens sont directement impliqués dans la décision d'allocation d'une partie du budget public.
- **Enquête sur le suivi des dépenses publiques (PETS) :** outil de diagnostic utilisé pour suivre le flux des fonds publics depuis le gouvernement central jusqu'aux prestataires de services de première ligne (par exemple, les écoles, les cliniques de santé) afin d'identifier les inefficacités et les fuites.
- **Budgétisation axée sur les résultats :** approche budgétaire qui lie les décisions de financement aux résultats ou aux performances attendus des programmes et services publics.
- **Dépenses récurrentes :** coûts réguliers et permanents nécessaires au fonctionnement des services publics, tels que les salaires, les loyers et l'entretien. Il s'agit des dépenses «quotidiennes ».
- **Dépenses d'investissement :** dépenses consacrées à des actifs qui apporteront un bénéfice pendant plus d'un exercice financier, tels que les projets d'infrastructure (routes, ponts), les bâtiments et les équipements.
- **Décaissement :** action de débloquer des fonds du Trésor public au profit d'un ministère ou d'un organisme afin de payer des biens, des services ou des salaires.
- **Virement :** transfert administratif de fonds d'un poste budgétaire ou d'un crédit à un autre au sein du budget d'un ministère, nécessitant souvent une autorisation.
- **Capacité d'absorption :** capacité d'une organisation ou d'un pays à planifier et à exécuter efficacement des projets et des programmes, et à dépenser les fonds qui leur sont alloués. Une faible capacité d'absorption signifie que les fonds ne sont pas dépensés comme prévu.
- **Financement hors budget :** financement de programmes ou de projets gouvernementaux qui n'est pas inclus dans le budget officiel approuvé. Il peut être utilisé pour des véhicules à usage spécial ou des partenariats public-privé, par exemple.
- **Audit :** examen indépendant et systématique des registres financiers et des opérations d'un gouvernement afin de s'assurer que les fonds ont été dépensés conformément à la loi et de manière transparente.
- **Circulaire d'appel budgétaire (BCC) :** directive émise par le ministère des Finances d'un pays à l'intention de tous les ministères et organismes gouvernementaux, fournissant des instructions et un calendrier pour la préparation de leurs propositions budgétaires pour l'exercice fiscal à venir.
- **Document sur les perspectives budgétaires :** document qui présente les grandes lignes des politiques économiques et budgétaires du gouvernement, y compris les prévisions de recettes et de dépenses, et qui sert de guide pour la préparation du budget annuel.
- **Plafonds :** limites maximales de dépenses ou crédits alloués aux ministères et organismes gouvernementaux, souvent communiqués par le biais de la circulaire budgétaire.
- **Proposition/estimations budgétaires :** demandes détaillées des différents ministères, départements et agences gouvernementaux (MDA) pour le financement de l'exercice budgétaire suivant. Elles sont soumises au ministère des Finances pour examen et compilation dans le budget national.
- **Cadre de dépenses à moyen terme (CDMT) :** outil de planification sur trois à cinq ans qui relie les objectifs politiques d'un gouvernement à son processus budgétaire, fournissant ainsi une base plus prévisible et plus stable pour la planification financière au-delà d'un seul exercice fiscal.

- **Crédit/poste budgétaire :** allocation spécifique de fonds dans un budget à des fins précises, par exemple crédit 123 voté pour le ministère de la Santé » ou « une ligne budgétaire » pour les « salaires et traitements
- **Budget supplémentaire :** budget supplémentaire soumis à l'assemblée législative au cours de l'exercice budgétaire afin de fournir des fonds supplémentaires pour des dépenses imprévues ou pour s'adapter à l'évolution de la conjoncture économique.
- **Budget :** plan détaillé des recettes et dépenses estimées d'un gouvernement pour une période donnée, généralement un exercice fiscal. Il s'agit d'un outil essentiel pour définir les priorités politiques et allouer les ressources.
- **Exercice financier (EF) :** période de 12 mois utilisée à des fins financières et fiscales. Elle ne correspond pas toujours à l'année civile (du 1er janvier au 31 décembre).
- **Crédit :** autorisation légale accordée par un organe législatif à un organisme gouvernemental ou à un ministère pour dépenser un montant spécifique à des fins particulières.
- **Dépenses :** montant total dépensé par un gouvernement pour fournir des services publics et exercer ses fonctions.
- **Recettes :** revenus qu'un gouvernement perçoit de diverses sources, telles que les impôts, les redevances et les subventions.
- **Déficit :** survient lorsque les dépenses d'un gouvernement dépassent ses recettes pour une période donnée.
- **Excédent :** contraire du déficit ; il se produit lorsque les recettes d'un gouvernement sont supérieures à ses dépenses.
- **Dette publique :** montant total que le gouvernement doit à ses créanciers, tant nationaux qu'étrangers. Il s'agit de l'accumulation des déficits budgétaires passés.

DU BUDGET À L'ACTION:
UN GUIDE PRATIQUE DE SUIVI COMMUNAUTAIRE

Pour le Financement de la Prévention, de la Préparation
et de la réponse aux Pandémies (PPPR)



African Alliance
Altahaluf al'Afriqiu
التحالف الأفريقي

www.africanalliance.org.za